

Lénine

Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes

Écrit de février à mai 1914, publié d'avril à juin 1914 dans la revue *Prosvéchtchénie* n°4, 5, 6. Signé : V. Iline.

Conforme au texte de la revue.

Source : Œuvres complètes, T. XX, décembre 1913-août 1914.

Le paragraphe 9 du programme des marxistes russes, qui traite du droit des nations à disposer d'elles-mêmes¹, a suscité ces derniers temps (ainsi que nous l'avions déjà indiqué dans le *Prosvéchtchénie*)² une véritable levée de boucliers de la part des opportunistes. Le liquidateur russe Semkovski dans la feuille liquidatrice de Pétersbourg, le bundiste Liebmann et le national-social ukrainien lourkévitch, dans leurs organes respectifs, ont violemment attaqué ce paragraphe pour lequel ils affectent le plus profond dédain. Nul doute que cette « mobilisation du ban et de l'arrière-ban » de l'opportunisme contre notre programme marxiste ne soit étroitement liée aux actuels flottements nationalistes en général. Aussi estimons-nous opportun de procéder à une analyse minutieuse de la question soulevée. Notons seulement qu'aucun des opportunistes mentionnés n'a produit un seul argument qui lui soit propre : ils se bornent tous à répéter ce que Rosa Luxembourg avait dit en 1908-1909 dans son long article polonais : « *La question nationale et l'autonomie* ». Ce sont donc les arguments « originaux » de cet auteur que nous aurons le plus souvent à considérer au cours de notre exposé.

1. Qu'est-ce que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ?

Cette question se pose tout naturellement au premier chef lorsqu'on essaye d'envisager en marxiste ce qu'on appelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Que faut-il entendre par là ? Chercherons-nous la réponse dans les définitions juridiques tirées de toutes sortes de « notions générales » de droit ? Ou faut-il la chercher dans l'étude historico-économique des mouvements nationaux ?

Rien d'étonnant à ce que les Semkovski, les Liebmann et les lourkévitch ne se soient même pas avisés de poser cette question, se bornant à ricaner à propos du « manque de clarté » du programme marxiste et ignorant même visiblement, dans leur simplicité, que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est évoqué non seulement dans le programme russe de 1903, mais aussi dans la résolution du congrès international tenu à Londres en 1896 (nous reviendrons en détail sur ce point). Ce qui est beaucoup plus étonnant, c'est que Rosa Luxembourg, qui s'est livrée à tant de déclamations au sujet du caractère prétendument abstrait et métaphysique de ce paragraphe, soit elle-même tombée dans ce péché d'abstraction et de métaphysique. C'est elle, précisément, qui se perd constamment dans des considérations générales sur la libre détermination (jusqu'à spéculer de façon tout à fait plaisante sur la manière de connaître la volonté d'une nation) sans poser explicitement nulle part cette question : le fond du problème est-il dans les définitions juridiques ou dans l'expérience des mouvements nationaux du monde entier ?

Poser d'une façon précise cette question, qu'un marxiste ne peut éluder, ruinerait d'emblée les neuf dixièmes des arguments de Rosa Luxembourg. Ce n'est pas là première fois que des mouvements nationaux apparaissent en Russie, et ils ne sont pas propres uniquement à ce pays. Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au

sein d'un même État des territoires dont la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec chaque patron, grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur.

La formation d'*États nationaux*, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent; et, pour l'Europe occidentale, – plus encore : pour le monde civilisé tout entier, – ce qui est *typique*, normal en période capitaliste, c'est donc l'État national.

Par conséquent, si nous voulons, sans jouer sur les définitions juridiques, sans « inventer » des notions abstraites, mais en analysant les conditions historico-économiques des mouvements nationaux, comprendre ce qu'est la libre détermination des nations, nous ne pouvons manquer d'aboutir à cette conclusion : par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'État d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'États nationaux indépendants.

Nous verrons par la suite pour quelles autres raisons encore il serait faux d'entendre par droit de libre détermination autre chose que le droit d'exister en tant qu'État distinct. Maintenant, nous devons nous arrêter à la façon dont Rosa Luxembourg a tenté d'« esquiver » l'inévitable conclusion touchant les causes économiques profondes de la tendance à constituer un État national.

Rosa Luxembourg connaît fort bien la brochure de Kautsky : *Nationalität und Internationalität* (supplément à la *Neue Zeit*³ n°1, 1907-1908, traduit en russe dans la revue *Naoutchnaïa Mysl*, Riga 1908). Elle sait que Kautsky, après avoir minutieusement analysé au §4 de cette brochure la question de l'État national, est arrivé à la conclusion qu'Otto Bauer « sous-estime la forte tendance à constituer un État national » (p. 23 de la brochure citée). Rosa Luxembourg cite elle-même ces mots de Kautsky : « L'État national est la forme d'État qui correspond le mieux aux conditions modernes » (c'est-à-dire à celles du capitalisme, de la civilisation, du progrès économique, à la différence des conditions moyenâgeuses, précapitalistes, etc.); « c'est la forme dans laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches » (c'est-à-dire assurer le développement le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme). À cela il faut ajouter cette remarque finale de Kautsky, plus précise encore, suivant laquelle les États à composition nationales hétérogène (les États dits de nationalités, à la différence des États nationaux) sont « toujours des États dont la formation interne est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou insuffisante » (arriérée). Il va sans dire que Kautsky emploie le terme d'anormal exclusivement dans le sens de non-conforme à ce qui est le mieux adapté aux exigences du développement capitaliste.

Et quelle est, demandera-on, la position de Rosa Luxembourg à l'égard de ces conclusions historico-économiques de Kautsky ? Sont-elles justes ou erronées ? Qui a raison : Kautsky avec sa théorie historico-économique ou Bauer, dont la théorie, en son essence, est psychologique ? Quel lien existe-t-il entre l'« opportunisme national » incontestable de Bauer, sa défense de l'autonomie nationale culturelle, ses emballages

nationalistes (« il y a ça et là une surestimation du facteur national », selon l'expression de Kautsky), sa « forte exagération du facteur national et son oubli total du facteur international » (Kautsky), et sa sous-estimation de la force de la tendance à constituer un État national ?

Rosa Luxemburg n'a même pas posé cette question. Elle n'a pas remarqué ce lien. Elle n'a pas considéré l'*ensemble* des conceptions théoriques de Bauer. Elle n'a même pas confronté du tout les théories historico-économique et psychologique de la question nationale. Elle s'est bornée aux remarques suivantes contre Kautsky :

« Cet État national « le meilleur » n'est qu'une abstraction qu'il est facile de développer en théorie, de défendre en théorie, mais qui ne correspond point à la réalité » (*Przeglad Socjaldemokratyczny* 1908, n° 6, p. 490)⁴.

Et, à l'appui de cette déclaration péremptoire, suivent des raisonnements d'où il ressort que le développement des grandes puissances capitalistes et l'impérialisme rendent illusoire pour les petits peuples le « droit de libre détermination ». « Peut-on parler sérieusement, s'écrie Rosa Luxemburg, de « libre détermination » des Monténegrins, des Bulgares, des Romains, des Serbes, des Grecs, formellement indépendants, et même partiellement des Suisses, dont l'indépendance est elle-même le produit de la lutte politique et du jeu diplomatique du « concert européen » ? » ! (p. 500.) Ce qui correspond le mieux aux conditions, « ce n'est pas l'État national, comme le pense Kautsky, mais l'État de proie ». Et de citer quelques dizaines de chiffres sur l'importance des colonies appartenant à l'Angleterre, à la France, etc.

Lorsqu'on lit de semblables raisonnements, on ne peut que s'étonner de l'incapacité où se trouve l'auteur de faire le point ! Enseigner à Kautsky d'un air sentencieux que les petits États dépendent économiquement des grands, que les États bourgeois luttent entre eux pour écraser et spolier les autres nations, qu'il existe un impérialisme et des colonies, c'est raffiner ridiculement et d'une façon puérile, car tout cela n'a pas le moindre rapport avec la question. Non seulement les petits États, mais aussi la Russie, par exemple, dépendent entièrement, au point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des « riches » pays bourgeois. Non seulement les États-miniatures des Balkans, mais aussi l'Amérique du XIX^e siècle était économiquement une colonie de l'Europe, ainsi que Marx le disait déjà dans *Le Capital*. Tout cela, bien entendu, Kautsky et chaque marxiste le savent parfaitement, mais ce sont des questions qui n'ont absolument rien à voir avec les mouvements nationaux et l'État national.

Au problème de la libre détermination politique des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'État, Rosa Luxemburg a substitué la question de leur autonomie et de leur indépendance économiques. Cela est aussi intelligent que si, lors de la discussion de la revendication-programme sur la suprématie du Parlement (c'est-à-dire de l'assemblée des représentants du peuple) dans l'État bourgeois, on entreprenait d'exposer sa conviction absolument juste de la suprématie du grand capital, quel que soit le régime, dans tout pays bourgeois.

Nul doute que des portions considérables de l'Asie, la partie du monde la plus peuplée, ne se trouvaient dans la situation soit de colonies des « grandes puissances », soit d'États extrêmement dépendants et opprimés sur le plan national. Cette vérité universellement connue infirme-t-elle en quoi que ce soit ce fait incontestable qu'en Asie même, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'existent qu'au Japon, c'est-à-dire

uniquement dans un État national indépendant ? Cet État est bourgeois; aussi a-t-il lui-même commencé à opprimer d'autres nations, et à asservir des colonies. Nous ignorons si l'Asie parviendra avant la faillite du capitalisme à constituer un système d'États nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité partout, là aussi, des mouvements nationaux, que ces mouvements tendent à constituer des États nationaux en Asie, et que ce sont précisément ces États qui assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement. L'exemple de l'Asie témoigne *en faveur* de Kautsky, *contre* Rosa Luxembourg.

L'exemple des États balkaniques, lui aussi, témoigne contre elle, car chacun voit aujourd'hui que les meilleures conditions de développement du capitalisme dans les Balkans se créent justement au fur et à mesure que des États nationaux indépendants naissent dans cette péninsule.

Ainsi, l'exemple de toute l'humanité civilisée la plus avancée, comme celui des Balkans, comme celui de l'Asie démontrent, à l'encontre de Rosa Luxembourg, l'absolue justesse de la thèse de Kautsky : l'État national est la règle et la « norme » du capitalisme, l'État à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'État national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel État, sur le terrain des rapports bourgeois puisse exclure l'exploitation et l'oppression des nations. Cela veut dire seulement que les marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs *économiques* qui engendrent les tendances à la création d'États nationaux. Cela veut dire que, dans le programme des marxistes, la « *libre* détermination des nations » *ne peut* avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la *libre* détermination politique, l'indépendance en tant qu'État, la formation d'un État national.

Quant aux conditions qui, du point de vue marxiste, c'est-à-dire du point de vue de classe du prolétariat, président au soutien de la revendication démocratique bourgeoise d'un « État national », nous y reviendrons en détail un peu plus loin. Nous nous bornons pour l'instant à définir la notion de « *libre* détermination », et il nous faut seulement noter encore que Rosa Luxembourg sait ce que renferme cette notion (d'*« État national »*), alors que ses partisans opportunistes, les Liebmann, les Sémkovski, les Iourkévitch *ignorent même cela* !

2. Position historique concrète de la question

Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique déterminé; puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.

Que représente cette exigence expresse du marxisme, appliquée à la question qui nous intéresse ?

Avant tout, la nécessité d'établir une stricte distinction entre deux époques du capitalisme, lesquelles diffèrent radicalement du point de vue des mouvements nationaux. D'une part, l'époque où s'effondrent le féodalisme et l'absolutisme, où se constituent une société et un État démocratiques bourgeois, où les mouvements nationaux deviennent pour la première

fois des mouvements de masse et entraînent d'une façon ou d'une autre toutes les classes de la population dans la vie politique par le truchement de la presse, par la participation aux institutions représentatives, etc. D'autre part, l'époque où les États capitalistes sont pleinement constitués, avec un régime constitutionnel depuis longtemps établi, et où l'antagonisme est fortement développé entre le prolétariat et la bourgeoisie, époque que l'on peut appeler la veille de l'effondrement du capitalisme.

Ce qui est typique pour la première époque, c'est l'éveil des mouvements nationaux où se trouve entraînée la paysannerie, couche de la population la plus nombreuse et la plus « difficile à mettre en train » étant donné la lutte pour la liberté politique en général et pour les droits de la nationalité en particulier. Ce qui est typique pour la seconde époque, c'est l'absence de mouvements démocratiques bourgeois, de masse, alors que le capitalisme développé, rapprochant et brassant de plus en plus les nations déjà entièrement entraînées dans le circuit commercial, met au premier plan l'antagonisme entre le capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international.

Certes, chacune de ces deux époques n'est pas séparée de l'autre par une muraille; elles sont reliées entre elles par de nombreux maillons intermédiaires, différents pays se distinguant en outre par la rapidité de leur développement national, la composition nationale de leur population, la répartition de cette dernière, etc., etc. Il ne saurait être question de procéder à l'élaboration du programme national des marxistes d'un pays donné sans tenir compte de toutes ces conditions historiques générales et des particularités concrètes de tel ou tel État.

C'est ici que nous touchons du doigt le point le plus faible des raisonnements de Rosa Luxembourg. Elle s'applique avec un zèle peu commun à truffer son article d'expressions « vigoureuses » dirigées contre le §9 de notre programme, qualifié de « trop général », de « cliché », de « phraséologie métaphysique », et ainsi de suite. Il serait tout naturel d'attendre d'un auteur qui condamne si bien la métaphysique (au sens où l'entendait Marx, c'est-à-dire l'antidialectique) et les vaines abstractions, qu'il nous fournit un modèle d'examen historique concret de la question. Il s'agit du programme national des marxistes d'un pays déterminé : la Russie, et d'une époque déterminée : le début du XX^e siècle. Sans doute Rosa Luxembourg pose-t-elle la question de savoir quelle époque *historique* traverse la Russie, quelles sont les particularités concrètes du problème national et des mouvements nationaux de ce pays à cette époque ?

De tout cela Rosa Luxembourg ne dit absolument rien ! Vous ne trouverez pas chez elle la moindre analyse de la façon dont se pose le problème national en Russie à l'époque historique envisagée, ni des particularités de la Russie à cet égard !

On nous dit que la question nationale se pose dans les Balkans autrement qu'en Irlande; que Marx portait telle ou telle appréciation sur les mouvements nationaux polonais et tchèque dans les conditions concrètes de 1848 (page d'extraits empruntés à Marx); qu'Engels en portait telle ou telle autre sur la lutte des cantons forestiers de Suisse contre l'Autriche et sur la bataille de Morgarten qui eut lieu en 1315 (page de citations tirées d'Engels, avec le commentaire correspondant de Kautsky); que Lassalle considérait comme réactionnaire la guerre des paysans en Allemagne au XVI^e siècle, etc.

On ne saurait dire que ces remarques et citations brillent par la nouveauté, mais il est en tout cas intéressant pour le lecteur de se rappeler une fois de plus comment Marx, Engels et Lassalle abordaient l'analyse des questions historiques concrètes de différents pays. Et lorsqu'on relit ces citations si instructives de Marx et d'Engels, on voit très nettement dans

quelle situation ridicule Rosa Luxembourg s'est elle-même placée. Elle prêche avec éloquence et sévérité la nécessité d'une analyse historique concrète de la question nationale, dans les différents pays aux différentes époques, mais n'essaie *absolument pas* de déterminer quel stade historique de développement du capitalisme traverse la Russie au début du XX^e siècle, quelles sont les *particularités* de la question nationale dans ce pays. Rosa Luxembourg montre, par des exemples, comment *d'autres* ont analysé la question en marxistes, et elle souligne ainsi comme à dessein que l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions, et que les bons conseils servent souvent à masquer le refus ou l'incapacité de leur donner une application pratique.

Voici, entre autres, un rapprochement instructif. S'élevant contre le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, Rosa Luxembourg se réfère à son ouvrage de 1898, où elle faisait la démonstration du rapide « développement industriel de la Pologne » écoulant ses produits manufacturés en Russie. Inutile de dire que cela ne prouve encore absolument rien quant au droit de libre détermination, que cela démontre uniquement la disparition de la vieille Pologne seigneuriale, etc. Or, Rosa Luxembourg en arrive chaque fois insensiblement à cette conclusion que, parmi les facteurs unissant la Russie à la Pologne, prédomineraient dès à présent les facteurs purement économiques des rapports capitalistes modernes.

Mais voici que notre Rosa passe à la question de l'autonomie, et – bien que son article soit intitulé « La question nationale et l'autonomie » *en général* – elle entreprend de démontrer le droit *exceptionnel* du royaume de Pologne à l'autonomie (voir à ce sujet la revue *Prosvéchtchénié* n° 12, 1913⁵). Afin de confirmer le droit de la Pologne à l'autonomie, Rosa Luxembourg caractérise le régime politique de la Russie, sans doute d'après des indices relevant de l'économie, de la politique, des mœurs et de la sociologie, comme constituant un ensemble de traits dont la somme nous fournit la notion de « *despotisme asiatique* » (n°12 du *Przeglad*, p. 137).

Chacun sait que ce genre de régime politique jouit d'une très grande stabilité dans des pays où l'économie est marquée par la prédominance de traits entièrement patriarcaux, précapitalistes, et par un faible développement, de l'économie marchande et de la différenciation des classes. Si, dans un de ces pays dont le régime politique se distingue par un caractère précapitaliste nettement marqué, il existe une région nationalement délimitée où le capitalisme se développe *rapidement*, on peut dire que plus ce développement capitaliste est rapide, et plus forte est la contradiction entre celui-ci et le régime politique précapitaliste, plus probable est la séparation de la région avancée d'avec l'ensemble, auquel la rattachent non pas des liens d'un « capitalisme moderne », mais d'un « *despotisme asiatique* ».

Ainsi, Rosa Luxembourg s'est montrée parfaitement capable de retomber sur ses pieds, même dans la question de la structure sociale du pouvoir en Russie par rapport à la Pologne bourgeoise; quant à la question des particularités historiques concrètes des mouvements nationaux en Russie, elle ne l'a même pas posée.

C'est sur cette question que nous devons nous arrêter.

3. Les particularités concrètes de la question nationale en Russie et la transformation démocratique bourgeoise de ce pays

« En dépit de l'élasticité du principe du « droit des nations à disposer d'elles-

mêmes », qui est un pur lieu commun, car il est sans doute également applicable aux peuples habitant la Russie et aux nations habitant l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse et la Suède, l'Amérique et l'Australie, nous ne le trouvons dans aucun programme des partis socialistes d'aujourd'hui ».... (n° 6 du *Przeglad*, D. 483).

Voilà ce qu'écrit Rosa Luxembourg au début de sa campagne contre le §9 du programme marxiste. Voulant nous faire accroire que ce point du programme est « le plus pur lieu commun », Rosa Luxembourg tombe elle-même sous le coup de cette accusation lorsqu'elle déclare avec une plaisante désinvolture que ce point serait « sans doute également applicable » à la Russie, à l'Allemagne, etc.

Il est évident, répondrons-nous, que Rosa Luxembourg a résolu de nous offrir dans son article un répertoire de fautes de logique comme on en trouve dans les devoirs de lycéens. Car la tirade de Rosa Luxembourg n'est d'un bout à l'autre qu'un non-sens et une caricature du point de vue historique concret sur la question.

Si l'on interprète le programme marxiste non point d'une façon puérile, mais en marxiste, on comprendra aisément qu'il concerne les mouvements nationaux démocratiques bourgeois. S'il en est ainsi, ce qui est certainement le cas, il s'ensuit « sans doute » que ce programme concerne d'une façon « trop générale » en tant que « lieu commun », etc., tous les cas de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Non moins évidente serait également pour Rosa Luxembourg, si elle voulait bien réfléchir un tant soit peu, cette conclusion que notre programme concerne uniquement les cas où nous sommes en présence d'un tel mouvement.

Si elle avait médité ces évidences, Rosa Luxembourg aurait compris sans trop de peine l'absurdité de sa position. *Nous* accusant d'avancer un « lieu commun », elle produit *contre nous* cet argument qu'il n'est rien dit du droit des nations à disposer d'elles-mêmes dans le programme des pays où *il n'existe pas* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Argument d'une intelligence remarquable !

Comparer le développement politique et économique de différents pays, ainsi que leurs programmes marxistes respectifs, est d'une importance considérable du point de vue du marxisme, car la nature capitaliste commune des États modernes aussi bien que la loi générale de leur développement ne sauraient être contestées. Mais cette comparaison doit se faire à bon escient. La condition préalable la plus élémentaire, en l'occurrence, est de savoir si les époques historiques du développement des pays comparés se *prêtent à la comparaison*. Ainsi, seuls de parfaits ignorants (tel le prince E. Troubetskoï dans la *Rousskaïa Mysl*) peuvent « comparer » le programme agraire des marxistes de Russie à ceux de l'Europe occidentale, car notre programme fournit une réponse au problème de la réforme agraire *démocratique bourgeoise*, dont il n'est même pas question dans les pays d'Occident.

Il en est de même pour la question nationale. Dans la plupart des pays d'Occident, elle est depuis longtemps résolue. Il est ridicule de chercher une réponse à des questions qui n'existent pas dans les programmes d'Occident. Rosa Luxembourg, ici, a perdu de vue l'essentiel : la différence entre les pays où les transformations démocratiques bourgeois sont depuis longtemps terminées et ceux où elles ne le sont encore.

C'est cette différence qui est la clé de tout le problème. En la méconnaissant complètement, Rosa Luxembourg fait de son interminable article un assemblage de lieux

communs inconsistants, vides de sens.

Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette époque a été celle des mouvements nationaux et de la création d'États nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'États bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre détermination dans les programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne rien comprendre à l'abc du marxisme.

En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres balkaniques, telle est la chaîne des événements mondiaux de notre époque, dans notre « Orient ». Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de toute une série de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'États nationaux indépendants et homogènes. C'est parce que la Russie et les pays voisins traversent cette époque, et uniquement pour cela, qu'il nous faut dans notre programme un paragraphe relatif au droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Mais voyons un peu comment se poursuit la citation que nous avons empruntée à l'article de Rosa Luxembourg :

...« En particulier, écrit-elle, le programme d'un parti qui agit dans un État à composition nationale extrêmement hétérogène et pour lequel la question nationale joue un rôle de premier plan – je veux parler du programme de la social-démocratie autrichienne – ne renferme pas le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (*ibidem*).

Ainsi, l'on veut convaincre « tout particulièrement » le lecteur par l'exemple de l'Autriche. Examinons si c'est là, du point de vue historique concret, un exemple vraiment raisonnable.

En premier lieu, posons la question essentielle, celle de l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise. En Autriche, elle a commencé en 1848 et s'est terminée en 1867. Depuis près d'un demi-siècle, il règne dans ce pays une Constitution toute bourgeoise, sur le terrain de laquelle un parti ouvrier légal œuvre légalement.

Aussi, dans les conditions intérieures du développement de l'Autriche (c'est-à-dire du point de vue du développement du capitalisme en Autriche, en général, et dans chacune des nations qui la composent en particulier), il n'est point de facteurs susceptibles de provoquer des bonds qui auraient éventuellement pour corollaire la formation d'États nationaux indépendants. En donnant à entendre par sa comparaison que, sur ce point, la Russie se trouve dans des conditions analogues, Rosa Luxembourg n'admet pas seulement une hypothèse radicalement fausse, anti-historique, mais se range involontairement sur les positions des liquidateurs.

En second lieu, il est particulièrement important de souligner que les rapports entre nationalités sont absolument, différents en Autriche et en Russie dans la question qui nous occupe. Non seulement l'Autriche fut longtemps un État où prédominèrent les Allemands, mais les Allemands d'Autriche prétendaient à l'hégémonie sur l'ensemble de la nation allemande. Cette « prétention », comme daignera peut-être s'en souvenir Rosa Luxembourg (qui exècre tellement, paraît-il, les lieux communs, les clichés, les

abstractions...), fut brisée par la guerre de 1866. La nation allemande qui prédominait en Autriche se trouva *en dehors* de l'État allemand indépendant, qui se constitua définitivement en 1871. D'autre part, la tentative faite par les Hongrois pour constituer un État national indépendant s'était effondrée dès 1849, sous les coups portés par les troupes russes formées de serfs.

De sorte qu'il s'est créé une situation éminemment originale : une tendance des Hongrois, puis des Tchèques, non pas à se séparer de l'Autriche, mais à maintenir l'intégrité de l'Autriche dans l'intérêt, précisément, de l'indépendance nationale, qui aurait pu être complètement étouffée par des voisins plus rapaces et plus forts ! L'Autriche s'est constituée, du fait de cette situation originale, en un État à deux centres (dualiste), et elle se transforme aujourd'hui en un État à trois centres (« trialiste » : Allemands, Hongrois et Slaves).

Existe-t-il quoi que ce soit d'analogue en Russie ? Existe-t-il chez nous une tendance des « allogènes » à s'unir aux Grands-Russes sous peine de subir une oppression nationale *pire encore* ?

Il suffit de poser cette question pour voir tout ce qu'une comparaison entre la Russie et l'Autriche, à propos de la libre détermination des nations, renferme d'absurdité, de banalité et d'ignorance.

Les conditions particulières de la Russie, en ce qui concerne la question nationale, sont exactement l'inverse de ce que nous avons vu en Autriche. La Russie est un État à centre national unique, grand-russe. Les Grands-Russes occupent un immense territoire d'un seul tenant, et leur nombre s'élève à 70 millions environ. Cet État national a ceci de particulier, premièrement, que les « allogènes » (qui constituent dans l'ensemble la majorité de la population : 57 %) vivent justement à la périphérie; deuxièmement, que l'oppression endurée par ces allogènes est beaucoup plus forte que dans les États voisins (et même pas seulement dans les États d'Europe); troisièmement, que dans nombre de cas, les nationalités opprimées vivant à la périphérie ont, de l'autre côté de la frontière, des compatriotes jouissant d'une indépendance nationale plus grande (il suffit d'indiquer, par exemple, à la frontière occidentale et méridionale de l'État, les Finnois, les Suédois, les Polonais, les Ukrainiens, les Roumains); quatrièmement, que le développement du capitalisme et le niveau général de culture sont assez souvent plus élevés dans les régions périphériques peuplées d'« allogènes » qu'au centre de l'État. Enfin, c'est justement dans les États asiatiques voisins que nous constatons le début d'une période de révolutions bourgeoises et de mouvements nationaux englobant en partie des nationalités qui leur sont apparentées et qui peuplent l'intérieur de la Russie.

Ce sont donc les particularités historiques concrètes de la question nationale en Russie qui confèrent chez nous, à l'époque que nous traversons, une importance particulière à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

D'ailleurs, même en s'en tenant strictement aux faits, on constate que l'affirmation de Rosa Luxembourg est inexacte, selon laquelle la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne figure pas dans le programme des social-démocrates autrichiens. Il suffit d'ouvrir les procès-verbaux du congrès de Brünn⁶, qui adopta le programme national, pour y lire les déclarations faites par le social-démocrate ruthène Gankévitch au nom de toute la délégation ukrainienne (ruthène) (p. 85 des procès-verbaux), et par le social-démocrate polonais Reger au nom de toute la délégation polonaise (p. 108). Il ressort de ces déclarations que les social-démocrates autrichiens de ces deux nations aspirent,

notamment, à l'unification nationale, à la liberté et à l'indépendance de leurs peuples. Par conséquent, tout en n'inscrivant pas explicitement dans son programme le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la social-démocratie autrichienne admet parfaitement que des *portions* du Parti revendentiquent l'indépendance nationale. Il va de soi que c'est là reconnaître en fait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ! De sorte qu'à *tous* les points de vue, la référence de Rosa Luxemburg à l'Autriche se retourne *contre* Rosa Luxemburg.

4. Le praticisme dans la question nationale

Les opportunistes ont repris avec un zèle tout particulier l'argument de Rosa Luxemburg selon lequel le §9 de notre programme ne renferme rien de « pratique ». Rosa Luxemburg est si enchantée de cet argument que nous rencontrons parfois dans son article cette « formule » répétée jusqu'à huit fois par page.

Le §9 « ne fournit, écrit-elle, aucune indication pratique pour la politique quotidienne du prolétariat, aucune solution pratique des problèmes nationaux ».

Examinons cet argument, que l'on trouve aussi formulé de la façon suivante : ou bien le §9 ne signifie absolument rien, ou bien il fait un devoir de soutenir toutes les aspirations nationales.

Que signifie la revendication du « praticisme » dans la question nationale ?

Ou bien le soutien à toutes les aspirations nationales ; ou bien réponse : « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation; ou encore, en général, l'immédiate « possibilité de réalisation » des revendications nationales.

Considérons ces trois sens possibles de la revendication du « praticisme ».

La bourgeoisie, qui a tout naturellement, au début de tout mouvement national, une position d'hégémonie, qualifie d'action pratique le soutien de toutes les aspirations nationales. Mais la politique du prolétariat dans la question nationale (de même que dans les autres questions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, sans jamais coïncider avec la politique de cette dernière. La classe ouvrière soutient la bourgeoisie uniquement dans l'intérêt de la paix nationale (que la bourgeoisie ne peut assurer entièrement et qui n'est réalisable qu'à la condition d'une *entièvre* démocratisation), dans l'intérêt de l'égalité en droits, afin que la lutte de classe se déroule dans l'ambiance la plus favorable. Aussi les prolétaires *opposent-ils au praticisme* de la bourgeoisie une politique de *principe* dans la question nationale, n'accordant jamais à la bourgeoisie qu'un soutien *conditionnel*. Dans la cause nationale, toute bourgeoisie veut soit des priviléges pour sa nation, soit des avantages exceptionnels pour celle-ci; c'est ce qu'on entend par être « pratique ». Le prolétariat est contre tout privilège, contre tout exclusivisme. Exiger qu'il soit « pratique », c'est marcher sous la houlette de la bourgeoisie, c'est verser dans l'opportunisme.

Répondre par « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ? C'est là, semble-t-il, une revendication très « pratique ». Or, en fait, elle est absurde, elle est métaphysique quant à son aspect théorique et, pratiquement, elle tend à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie. La bourgeoisie place toujours au premier plan ses propres revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classe. Théoriquement, on

ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre qui couronnera la révolution démocratique bourgeoise; pour le prolétariat il importe *dans les deux cas* d'assurer le développement de sa propre classe; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en faisant passer les objectifs du prolétariat après ceux de « sa » nation. Aussi ce dernier se borne-t-il à revendiquer de façon négative, pour ainsi dire, la reconnaissance du droit de libre détermination, sans rien garantir à aucune nation, sans prendre *aucun engagement au sujet* d'une autre nation.

Cela n'est pas « pratique » ? Soit. Mais, en fait, c'est la meilleure garantie de la plus démocratique des solutions possibles; ce qu'il faut au prolétariat, ce sont *uniquement* ces garanties, alors que la bourgeoisie de chaque nation désire voir garantir ses avantages, sans égard à la situation (avec ses inconvénients éventuels) des autres nations.

Ce qui intéresse surtout la bourgeoisie, c'est la « possibilité de réalisation » d'une revendication donnée; d'où la perpétuelle politique de transactions avec la bourgeoisie des autres nations au détriment du prolétariat. Le prolétariat, lui, tend à renforcer sa propre classe contre la bourgeoisie, à éduquer les masses dans l'esprit d'une démocratie conséquente et du socialisme.

Cela ne paraît pas « pratique » aux opportunistes ? Soit. Mais ce n'en est pas moins l'unique garantie effective assurant le maximum d'égalité en droits et de paix entre les nations, en dépit des féodaux comme de la bourgeoisie nationaliste.

La tâche des prolétaires dans la question nationale n'est « rien moins que pratique » du point de vue de la bourgeoisie *nationaliste* de chaque nation, car les prolétaires, étant hostiles à tout nationalisme, exigent une égalité en droits « abstraite » et l'absence totale des moindres priviléges. Pour ne pas l'avoir compris, Rosa Luxembourg, qui, exalte inconsidérément le praticisme, a ouvert la porte toute grande précisément aux opportunistes, en particulier aux concessions opportunistes faites au nationalisme grand-russes.

Pourquoi grand-russe ? Parce que les Grands-Russes sont en Russie la nation qui opprime et que, sous l'angle national, l'opportunisme se manifestera naturellement de façon différente chez les nations opprimées et chez les nations qui oppriment.

Au nom du « caractère pratique » de ses revendications, la bourgeoisie des nations opprimées appellera le prolétariat à soutenir sans réserve ses aspirations. Le plus pratique, c'est de dire franchement « oui » à la séparation de *telle* nation, mais non point au *droit* de séparation de toutes les nations, quelles qu'elles soient !

Le prolétariat est contre un tel praticisme : reconnaissant l'égalité en droits et un droit égal à constituer un État national, il prise par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie *sous l'angle* de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale, Le mot d'ordre du praticisme n'est en fait que le mot d'ordre de l'adhésion non critique aux aspirations bourgeoises.

On nous dit : en soutenant le droit de séparation, vous soutenez le nationalisme bourgeois des nations opprimées. Ainsi parle Rosa Luxembourg, ainsi reprend en écho, après elle, l'opportuniste Semkovski, le représentant unique, soit dit en passant, des idées liquidatrices sur cette question dans le journal des liquidateurs !

Nous répondons : non, c'est à la bourgeoisie qu'il importe d'avoir ici une solution « pratique », tandis qu'aux ouvriers il importe de différencier les deux tendances *sur le plan*

des principes. Pour autant que la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, nous sommes toujours pour, en tout état de cause et plus résolument que quiconque, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour son propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les priviléges et les violences de la nation qui opprime; aucune tolérance pour la recherche de priviléges de la part de la nation opprimée.

Si nous ne mettons pas en avant et si nous ne faisons pas passer dans notre effort d'agitation le mot d'ordre du droit de séparation, nous ferons le jeu non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des féodaux et de l'absolutisme de la nation *qui opprime*. Cet argument, que Kautsky a depuis longtemps formulé contre Rosa Luxembourg, est irréfutable. Par crainte d'« aider » la bourgeoisie nationaliste de Pologne, Rosa Luxembourg, en repoussant le *droit de séparation* inscrit au programme des marxistes de Russie, aide *en fait* les Cent-Noirs grands-russes. Elle aide en fait les opportunistes qui appellent à s'accorder des priviléges (ou pire que des priviléges) des Grands-Russes.

Entraînée par sa lutte contre le nationalisme en Pologne, Rosa Luxembourg a oublié le nationalisme des Grands-Russes, bien que ce nationalisme-là soit le plus redoutable à l'heure actuelle, bien qu'il soit moins bourgeois mais plus féodal, bien qu'il soit le principal frein à la démocratie et à la lutte prolétarienne. Dans *tout* nationalisme bourgeois d'une nation opprimée il existe un contenu démocratique général dirigé *contre* l'oppression; et c'est ce contenu que nous appuyons *sans restrictions*, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc., etc.

Cela n'est pas « pratique » du point de vue du bourgeois et du philistin. C'est, dans la question nationale, la seule politique pratique, de principe, favorisant réellement la démocratie, la liberté, l'union des prolétaires.

Reconnaitre à tous le droit de séparation; apprécier chaque problème concret touchant la séparation d'un point de vue excluant toute inégalité, tout privilège, tout exclusivisme.

Prenons la position de la nation qui opprime. Un peuple peut-il être libre s'il en opprime d'autres ? Non. Les intérêts de la liberté de la population^{*} grand-russe exigent que l'on combatte une telle oppression. Une longue histoire, l'histoire séculaire de la répression des mouvements des nations opprimées, la propagande systématique en faveur de cette répression par les classes « supérieures », ont créé chez le peuple grand-russe des préjugés, etc., qui sont d'énormes obstacles à la cause de sa propre liberté.

Les Cent-Noirs grands-russes entretiennent sciemment ces préjugés et les attisent. La bourgeoisie grand-russe en prend son parti ou s'en accorde. Le prolétariat grand-russe ne peut atteindre *les buts qui sont les siens*, ne peut se frayer un chemin vers la liberté sans combattre systématiquement ces préjugés.

La constitution d'un État national autonome et indépendant reste pour le moment, en Russie, le privilège de la seule nation grand-russe. Nous, prolétaires grands-russes, ne

* Selon un certain L. VI., de Paris, ce mot ne serait pas marxiste. Ledit L. VI. est plaisamment « superklug » (ce qu'on peut ironiquement traduire par « intelligentissime »). L'« intelligentissime » L. VI. se propose vraisemblablement d'écrire une étude sur la nécessité d'éliminer de notre programme-minimum (du point de vue de la lutte de classe !) les mots « population », « peuple », etc. (Note de l'auteur).

L. VI. : Vladimirov (pseudonyme de M. Sheinfinkel). (N.R.)

défendons de priviléges d'aucune sorte; nous ne défendons pas non plus ce privilège-là. Nous luttons sur le terrain d'un État déterminé; nous rallions les ouvriers de toutes les nations de cet État déterminé; nous ne pouvons garantir telle ou telle voie de développement national; nous marchons vers notre objectif de classe par *toutes* les voies possibles.

Mais on ne peut marcher vers cet objectif sans combattre tout nationalisme et sans défendre l'égalité des diverses nations. L'Ukraine, par exemple, est-elle appelée à constituer un État indépendant ? Cela dépend de mille facteurs imprévisibles. Et, sans nous perdre en vaines « conjectures » nous nous en tenons fermement à ce qui est incontestable : le droit de l'Ukraine à constituer un tel État. Nous respectons ce droit; nous ne soutenons pas les priviléges du Grand-Russe par rapport aux Ukrainiens; nous éduquons les masses dans l'esprit de la reconnaissance de ce droit, dans l'esprit de la répudiation des priviléges *d'État* de quelque nation que ce soit.

Dans les perturbations que connurent tous les pays à l'époque des révolutions bourgeoises, les collisions et la lutte pour le droit d'exister en tant qu'État national sont possibles et vraisemblables. Nous, prolétaires, nous nous déclarons par avance les *adversaires* des priviléges des Grands-Russes, et c'est dans ce sens que nous orientons toute notre propagande et notre agitation.

Courant après le « praticisme », Rosa Luxembourg a perdu de vue la principale tâche pratique du prolétariat grand-russe comme du prolétariat des autres nationalités : le travail quotidien d'agitation et de propagande contre tout privilège national dans l'État, et pour le droit égal de toutes les nations à constituer leur propre État national; c'est là notre principale tâche (à l'heure actuelle) dans la question nationale, car c'est le seul moyen que nous ayons de sauvegarder les intérêts de la démocratie et de l'alliance, fondée sur l'égalité des droits des prolétaires de toutes les nations.

Qu'importe si cette propagande n'est pas « pratique », tant du point de vue des oppresseurs grands-russes que de celui de la bourgeoisie des nations opprimées (les uns comme les autres exigent une réponse *précise*, par oui ou par non, et accusent les socialistes d'*« imprécision »*). En fait, cette propagande est la seule à assurer une éducation réellement démocratique et réellement socialiste des masses. Elle est la seule à garantir le maximum de chances de paix nationale en Russie, si ce pays reste un État à composition nationale hétérogène, ainsi que la division la plus paisible (et la plus inoffensive pour la lutte de classe du prolétariat) en différents États nationaux si cette question vient à être posée.

Afin d'expliquer de façon plus concrète cette politique, la seule prolétarienne, dans la question nationale, nous allons examiner l'attitude du libéralisme grand-russe vis-à-vis du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », ainsi que l'exemple qu'offre la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

5. La bourgeoisie libérale et les opportunistes socialistes dans la question nationale

Nous avons vu que Rosa Luxembourg considère comme l'un de ses principaux « atouts » dans sa lutte contre le programme des marxistes russes l'argument que voici : reconnaître le droit de libre détermination équivaut à soutenir le nationalisme bourgeois des nations opprimées. D'autre part, dit Rosa Luxembourg, si l'on entend uniquement par ce droit la

lutte contre toute violence à l'égard des nations, il est inutile d'inscrire un point spécial au programme, car les social-démocrates sont en général contre la violence et l'inégalité des droits sur le plan national.

Le premier argument, ainsi que l'a précisé irréfutablement Kautsky il y a près de vingt ans, attribue à autrui le nationalisme dont il est lui-même entaché : par crainte du nationalisme de la bourgeoisie des nations opprimées, Rosa Luxembourg fait *en réalité* le jeu du nationalisme cent-noir des Grands-Russes ! Le deuxième argument n'est au fond, qu'une craintive dérobade devant cette question : la reconnaissance de l'égalité en droits des nations comporte-t-elle ou non la reconnaissance du droit de séparation ? Si oui, c'est que Rosa Luxembourg reconnaît la justesse de principe du §9 de notre programme. Si non, c'est qu'elle ne reconnaît pas l'égalité en droits des nations. Ni les dérobades ni les subterfuges n'y pourront rien changer !

Mais le meilleur moyen de vérifier la valeur des arguments indiqués plus haut et de tous les autres analogues, c'est d'analyser la position des *différentes classes* de la société devant ce problème. Pour un marxiste, une telle vérification est obligatoire. Il faut partir des faits objectifs ; il faut, sur cette question, envisager les rapports entre les classes. Pour ne l'avoir pas fait, Rosa Luxembourg tombe exactement dans le péché de métaphysique, d'abstraction, de lieu commun, de généralité, etc., qu'elle tente en vain d'imputer à ses adversaires.

Il s'agit du programme des marxistes de Russie, c'est-à-dire des marxistes de toutes les nationalités de la Russie. Ne conviendrait-il pas de considérer la position des classes *dominantes* de Russie ?

Chacun connaît la position de la « bureaucratie » (nous nous excusons d'user de ce terme impropre) et des grands propriétaires fonciers féodaux du type de la noblesse unifiée. Négation absolue de l'égalité en droits des nationalités comme du droit d'autodétermination. Le vieux mot d'ordre datant du servage : autocratie, orthodoxie, nationalisme, en n'entendant par ce dernier terme que le nationalisme grand-russe. Jusqu'aux Ukrainiens qu'on déclare « allogènes », jusqu'à leur langue maternelle qui devient un objet de persécution !

Considérons la bourgeoisie de Russie, « appelée » à participer, très modestement il est vrai, mais tout de même à participer au pouvoir dans le système de législation et de gouvernement « du 3 juin ». Que les octobristes suivent en fait la droite dans cette question, point n'est besoin de s'attarder là-dessus. Malheureusement, certains marxistes consacrent beaucoup moins d'attention à la position de la bourgeoisie grand-russe libérale, des progressistes et des cadets⁷. Et pourtant, quiconque n'étudie et n'analyse pas cette position tombera inévitablement dans le péché d'abstraction et d'affirmation gratuite lors de la discussion du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

L'an dernier, la polémique engagée par la *Pravda*⁸ avec la *Retch*⁹ a contraint à certains aveux précieux ce principal organe du parti constitutionnel-démocrate, si expert cependant en l'art d'esquiver diplomatiquement une franche réponse à des questions « désagréables ». Ce qui mit le feu aux poudres, ce fut le Congrès des étudiants d'Ukraine qui se tint à Lvov au cours de l'été 1913¹⁰. L'*« ukrainisant »* attitré ou le collaborateur ukrainien de la *Retch*, M. Moguilianski, publia un article dans lequel il accablait des pires invectives (« délire », « esprit d'aventure », etc.) l'idée de la séparation de l'Ukraine, idée pour laquelle le national-social Dontsov¹¹ rompit des lances et que ledit congrès approuva.

Le journal *Rabotchaïa Pravda*, sans se solidariser le moins du monde avec M. Dontsov, et après avoir expressément indiqué que celui-ci était un national-social et que bon nombre de marxistes ukrainiens n'étaient pas d'accord avec lui, déclara cependant que le *ton* de la *Retch*, ou plutôt la façon dont la *Retch* posait en principe la question, était absolument inconvenant, inadmissible, pour un démocrate grand-russe ou pour un homme voulant faire figure de démocrate¹². Que la *Retch* réfute catégoriquement les Dontsov, soit; mais il est inadmissible, *d'un point de vue de principe*, que l'organe grand-russe de prétendus démocrates oublie la *liberté* de séparation, le *droit* de séparation.

Quelques mois plus tard, M. Moguilianski donnait dans le n°331 de la *Retch* des « éclaircissements », après avoir pris connaissance, par le journal ukrainien de Lvov *Les Chliakhi*¹³, des objections de M. Dontsov, qui faisait notamment remarquer que « seule la presse social-démocrate russe avait convenablement souillé (flétrî ?) cette incartade chauvine de la *Retch*. Les « éclaircissements » de M. Moguilianski ont consisté à répéter à trois reprises : « la critique des recettes de M. Dontsov » « n'a rien de commun avec la négation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

« Il faut dire, écrivait M. Moguilianski, que le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » n'est pas, lui non plus, une sorte de fétiche, (tenez-vous bien !!) n'admettant aucune critique : les conditions de vie malsaines d'une nation peuvent engendrer des tendances malsaines dans la question de la libre détermination nationale. Mettre ces tendances en lumière, ce n'est pas pour autant nier le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. »

Comme vous le voyez, ces phrases d'un libéral à propos du « fétiche » étaient entièrement dans l'esprit de celles de Rosa Luxembourg. Il était évident que M. Moguilianski voulait éviter de répondre directement à la question de savoir s'il reconnaissait ou non le droit de libre détermination politique, c'est-à-dire de séparation.

Et la *Prolétarskaïa Pravda* (n°4, 11 décembre 1913) posa carrément cette question à M. Moguilianski comme au Parti constitutionnel-démocrate¹⁴

La *Retch* publia alors (n° 340) une déclaration non signée, c'est-à-dire officielle, faite au nom de la rédaction, et répondant à cette question. Cette réponse se résume en trois points :

1. Le programme du parti constitutionnel-démocrate, dans son §11, évoque explicitement, nettement et clairement le « droit à la libre détermination culturelle » des nations.
2. La *Prolétarskaïa Pravda*, à en croire la *Retch*, « confond irrémédiablement » la libre détermination et le séparatisme, la séparation de telle ou telle nation.
3. « C'est un fait que les cadets ne se sont jamais mêlés de défendre le droit « des nations à se séparer » de l'État russe ». (Voir l'article : « Le national-libéralisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » dans la *Prolétarskaïa Pravda* n° 12, 20 décembre 1913).

Portons tout d'abord notre attention sur le second point de la déclaration de la *Retch*. Comme il montre nettement aux Semkovski, aux Liebmann, aux Iourkévitch et autres opportunistes que leurs cris et propos au sujet du prétendu « manque de clarté» ou de « précision » que présenterait le sens du mot « libre détermination » ne sont en fait, c'est-à-dire par le rapport objectif des classes et de la lutte des classes en Russie, qu'une simple

répétition des discours que tient la bourgeoisie monarchiste libérale !

Lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa trois questions à MM. les « constitutionnalistes-démocrates » éclairés de la *Retch* : 1) s'ils niaient que, dans toute l'histoire de la démocratie internationale, à partir surtout de la seconde moitié du XIX^e siècle, on entendait par *libre* détermination des nations précisément leur libre détermination politique, le droit de former un État national autonome; 2) s'ils niaient que la décision que l'on sait du congrès socialiste international de Londres en 1896, avait ce même sens et 3) s'ils niaient que Plékhanov, parlant dès 1902 de la *libre* détermination, entendait précisément la *libre* détermination politique; lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa ces trois questions, *messieurs les cadets gardèrent le silence !!*

Ils ne répondirent pas un seul mot parce qu'ils n'avaient rien à répondre. Ils durent reconnaître implicitement que la *Prolétarskaïa Pravda* avait absolument raison.

Les cris des libéraux prétendant que la notion de « *libre* détermination » manque de clarté et que les social-démocrates la « confondent irrémédiablement » avec le séparatisme, ne révèlent que le désir *d'embrouiller* la question, de se dérober à la reconnaissance d'un principe établi par l'ensemble des démocrates. Si les Semkovski, les Liebmann et les Iourkévitch étaient moins ignares, ils se feraient scrupule de parler devant les ouvriers dans un esprit *libéral*.

Mais poursuivons. La *Prolétarskaïa Pravda* a contraint la *Retch* à reconnaître que, dans le programme des constitutionnels-démocrates, les mots relatifs à la *libre* détermination « culturelle » ont très précisément le sens d'une *négation* de la *libre* détermination *politique*.

« C'est un fait que les cadets ne se sont jamais mêlés de défendre le droit « des nations à se séparer » de l'Etat russe » : ce n'est pas sans raison que la *Prolétarskaïa Pravda* recommandait ce propos de la *Retch* au *Novoïé Vrémia* et à la *Zemchtchina* comme un échantillon de la « loyauté » de nos cadets. Dans son numéro 13 563, le *Novoïé Vrémia*, qui, bien entendu, ne perd pas une occasion de « bouffer du Juif » et de déchirer les cadets à belles dents, a cependant déclaré :

« Ce qui, pour les social-démocrates, constitue un axiome de sagesse politique » (c'est-à-dire la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer) « commence aujourd'hui à provoquer des désaccords même parmi les cadets. »

Les cadets ont adopté une position de principe absolument identique à celle du *Novoïé Vrémia*, en déclarant, qu'« ils ne se sont jamais mêlés de défendre le droit des nations à se séparer de l'Etat russe ». C'est là un des fondements du *national-libéralisme* des cadets, de leur affinité avec les Pourichkévitch¹⁵, de leur dépendance politique à l'égard de ces derniers au point de vue idéologique et pratique. « Messieurs les cadets ont étudié l'histoire, écrivait la *Prolétarskaïa Pravda*, et ils savent parfaitement à quels actes « s'assimilant aux pogroms » – pour employer un euphémisme – a souvent abouti pratiquement l'application du droit traditionnel que s'arrogent les Pourichkévitch « d'en user à sa guise envers les non-Russes ». Bien que connaissant parfaitement la source et la nature féodales de l'omnipotence des Pourichkévitch, les cadets ne s'en placent pas moins entièrement sur le terrain des rapports et des frontières créés par cette classe. Bien que sachant parfaitement tout ce qu'il y a de non européen, d'antieuropéen (d'asiatique, dirions-nous, si cela ne paraissait exprimer un dédain injustifié à l'égard des Japonais et des Chinois) dans les rapports et les frontières constitués ou déterminés par cette classe,

Messieurs les cadets les reconnaissent comme une limite au-delà de laquelle on ne saurait aller.

C'est ce qui s'appelle s'adapter aux Pourichkévitche, ramper devant eux, craindre d'ébranler leur situation, les protéger contre le mouvement populaire, contre la démocratie. « Cela revient en fait, écrivait la *Prolétarskaïa Pravda*, à s'adapter aux intérêts des féodaux et aux pires préjugés nationalistes de la nation dominante, au lieu de combattre systématiquement ces préjugés. »

En hommes connaissant l'histoire et prétendant au titre de démocrates, les cadets ne tentent même pas d'affirmer que le mouvement démocratique, qui caractérise de nos jours l'Europe orientale comme l'Asie et tend à remanier l'une et l'autre sur le modèle des pays civilisés capitalistes, doit absolument laisser intactes les frontières déterminées par une époque féodale, celle de l'omnipotence des Pourichkévitche et de l'asservissement politique des larges couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

Ce qui prouve, entre autres considérations, que la question soulevée par la polémique de la *Prolétarskaïa Pravda* avec la *Retch* n'était pas simplement une question littéraire, mais qu'elle avait la plus grande actualité politique, c'est la dernière conférence du parti constitutionnel-démocrate, qui s'est tenue du 23 au 25 mars 1914. Dans le compte-rendu officiel qu'en a fait la *Retch* (n° 83 du 26 mars 1914), nous lisons :

« Les questions nationales furent, elles aussi, débattues avec une extrême vivacité. Les députés de Kiev auxquels se sont joints N. Nékrassov et A. Kolioubakine, ont indiqué que la question nationale est un puissant facteur en train de mûrir et qu'on doit l'aborder plus résolument qu'on ne l'a fait jusqu'ici. F. Kokochkine¹⁶ a montré cependant » (C'est ce même « cependant » qui correspond au « mais » de Chtchédrine : « les oreilles ne poussent pas plus haut qu'on n'a pas la tête, pas plus haut ! ») « que le programme, aussi bien que l'expérience politique déjà acquise, exigent qu'on en use avec beaucoup de prudence à l'égard des « formules élastiques » de la libre détermination politique des nationalités. »

Ce raisonnement fort remarquable, formulé à la conférence des cadets, mérite la plus grande attention de la part des marxistes et des démocrates. (Notons, entre parenthèses, que la *Kievskaya Mysl*¹⁷, apparemment très bien renseignée et rapportant fidèlement, sans aucun doute, les idées de M. Kokochkine, ajoute que ce dernier a spécialement insisté, bien entendu en manière d'avertissement à ses contradicteurs, sur la menace d'une « dislocation » de l'Etat.)

Le compte-rendu officiel de la *Retch* est fait avec une virtuosité de diplomate, afin de soulever le moins possible le voile et de dissimuler au maximum. Néanmoins, on voit clairement, dans ses grandes lignes, ce qui s'est produit à la conférence des cadets. Des délégués – bourgeois libéraux au courant de la situation en Ukraine et cadets « de gauche » – ont posé précisément la question de la libre détermination politique des nations. Sinon, M. Kokochkine n'aurait pas eu à demander qu'on use « avec prudence » de cette « formule ».

Dans le programme des cadets, que connaissaient, bien entendu les délégués à la conférence, figure la libre détermination non pas politique, mais « culturelle ». C'est donc, que M. Kokochkine défendait le programme contre des délégués de l'Ukraine, contre les cadets de gauche, qu'il défendait la libre détermination « culturelle » contre la libre

détermination « politique ». Il est tout à fait évident qu'en s'élevant contre la libre détermination « politique », en agitant la menace d'une « dislocation de l'État », en qualifiant d'*« élastique »* (exactement dans l'esprit de Rosa Luxembourg !) la formule de « la libre détermination politique », M. Kokochkine défendait le national-libéralisme grand-russe contre les éléments plus « à gauche » ou plus démocratiques du parti constitutionnel-démocrate et contre la bourgeoisie ukrainienne.

M. Kokochkine l'a emporté à la conférence des cadets, comme le montre ce petit mot révélateur : « cependant », dans le compte-rendu de la *Retch*. Le national-libéralisme grand-russe a triomphé parmi les cadets. Cette victoire ne contribuera-telle pas à éclairer l'esprit de ces éléments déraisonnables, parmi les marxistes de Russie, qui, emboitant le pas aux cadets, commencent, eux aussi à craindre les « formules élastiques de la libre détermination politique des nationalités » ?

Suivons « cependant », en allant au fond des choses, le cours des idées de M. Kokochkine. Invoquant « l'expérience politique antérieure » (c'est-à-dire, évidemment, l'expérience de l'année 1905, quand la bourgeoisie grand-russe trembla pour ses priviléges nationaux et communiqua son épouvante au parti cadet), agitant la menace d'une « dislocation de l'État », M. Kokochkine a montré qu'il comprenait parfaitement ceci : la libre détermination politique ne peut signifier que le droit de se séparer et de former un État national autonome. La question se pose de savoir comment il faut considérer ces craintes de M. Kokochkine du point de vue de la démocratie en général, et du point de vue de la lutte de classe du prolétariat en particulier.

M. Kokochkine veut nous faire croire que reconnaître le droit de séparation augmente le danger d'une « dislocation de l'État ». C'est là le point de vue du policier Mymrétssov¹⁸, avec sa devise : « en user à sa guise envers les non-Russes ». Du point de vue de la démocratie en général, c'est le contraire qui est vrai : la reconnaissance du droit de séparation *diminue* le danger d'une « dislocation de l'État ».

M. Kokochkine raisonne absolument comme les nationalistes. À leur dernier congrès, ils ont fulminé contre les Ukrainiens-« mazéppistes ». Le mouvement ukrainien – se sont exclamés MM. Savenko et C^e – menace d'affaiblir le lien qui unit l'Ukraine à la Russie, car l'Autriche, par son ukrainophilie, renforce les attaches des Ukrainiens avec l'Autriche !! On ne comprend pas alors pourquoi la Russie ne pourrait pas tenter de « renforcer » le lien unissant les Ukrainiens à la Russie en employant *cette même méthode* dont Messieurs les Savenko font un grief à l'Autriche, c'est-à-dire en accordant aux Ukrainiens la liberté d'user de leur langue maternelle, l'autonomie administrative, une, Diète autonome, etc.

Les raisonnements des Savenko et des Kokochkine sont absolument similaires, et pareillement ridicules et ineptes du point de vue purement logique. N'est-il pas clair que plus la nationalité ukrainienne de tel ou tel pays aura de liberté, et plus solide sera le lien unissant cette nationalité au pays en question ? Il semble qu'on ne puisse guère contester cette vérité élémentaire, à moins de rompre résolument avec les principes du démocratisme. Et peut-il exister une liberté plus grande, pour une nationalité considérée en tant que telle, que la liberté de séparation, la liberté de former un État national autonome ?

Afin d'élucider mieux encore cette question embrouillée par les libéraux (et par ceux qui, inconsidérément, leur font écho), nous ferons appel à un exemple des plus simples. Prenons la question du divorce. Rosa Luxembourg écrit, dans son article que l'État démocratique centralisé, tout en admettant pleinement l'autonomie de certaines de ses

parties, doit laisser à la compétence du Parlement central tous les principaux domaines de la législation et, entre autres, la législation du divorce. Ce souci de voir le pouvoir central de l'État démocratique assurer la liberté du divorce se conçoit parfaitement. Les réactionnaires sont contre la liberté du divorce; ils appellent à « n'en user qu'avec prudence » et proclament qu'elle signifie la « dislocation de la famille ». Les démocrates, eux, estiment que les réactionnaires sont des hypocrites, qu'ils défendent en fait l'omnipotence de la police et de la bureaucratie, les priviléges d'un sexe et la pire oppression de la femme; ils pensent qu'en fait, la liberté du divorce ne signifie pas la « dislocation » des liens de famille, mais au contraire leur renforcement sur des bases démocratiques, les seules qui soient possibles et stables dans une société civilisée.

Accuser les partisans de la libre détermination, c'est-à-dire de la libre séparation, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté du divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que, dans la société bourgeoise, les défenseurs des priviléges et de la vénalité, sur lesquels repose le mariage bourgeois, s'élèvent contre la liberté du divorce, de même, dans un État capitaliste, nier la libre détermination des nations, c'est-à-dire la liberté de se séparer, c'est défendre purement et simplement les priviléges de la nation dominante et les méthodes policières de gouvernement au détriment des méthodes démocratiques.

Il est certain que les habitudes politiciennes engendrées par l'ensemble des rapports de la société capitaliste incitent parfois des parlementaires ou des publicistes à parler à la légère ou même à proférer des absurdités sur la séparation de telle ou telle nation. Mais seuls des réactionnaires peuvent se laisser intimider (ou feindre d'être intimidés) par un semblable bavardage. Quiconque se place au point de vue de la démocratie, c'est-à-dire de la solution des problèmes relatifs à l'État par la masse de la population, sait parfaitement que du bavardage des politiciens à la décision des masses « la distance est grande ». Les larges couches de la population connaissent fort bien, par leur expérience quotidienne, l'importance des liens géographiques et économiques, les avantages d'un vaste marché et d'un vaste État, et elles ne penseront à se séparer que si l'oppression nationale et les frictions nationales rendent la vie commune absolument insupportable et entraînent les rapports économiques de toutes sortes. Et, dans ce cas, les intérêts du développement capitaliste et de la liberté de la lutte de classe seront précisément du côté de ceux qui se séparent.

Ainsi, de quelque côté que l'on aborde les raisonnements de M. Kokochkine, ils sont le comble de l'ineptie et une dérisoire des principes de la démocratie. Mais ils ne sont pas exempts d'une certaine logique, de la logique des intérêts de classe de la bourgeoisie grand-russe. Comme la majorité du parti constitutionnel-démocrate, M. Kokochkine est le laquais du sac d'écus de cette bourgeoisie. Il défend ses priviléges en général et ses priviléges *d'État* en particulier; il les défend avec Pourichkévitche à ses côtés; seulement, Pourichkévitche a davantage confiance dans la trique du servage, alors que Kokochkine et C^e comprennent qu'en 1905 cette trique a été fortement endommagée, et ils comptent plutôt sur les moyens bourgeois de tromper les masses : ils préfèrent, par exemple, effrayer les petits-bourgeois et les paysans par le spectre de la « dislocation de l'État », les abuser par des phrases sur une combinaison de la « liberté populaire » et des principes historiques traditionnels, etc.

La vraie signification de classe de l'hostilité des libéraux au principe de la libre détermination politique des nations est exclusivement le national-libéralisme, la sauvegarde des priviléges d'État de la bourgeoisie grand-russe. Et les marxistes

opportunistes russes qui, aujourd'hui, à l'époque du système du 3 juin, partent en guerre contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, qu'il s'agisse du liquidateur Semkovski, du bundiste Liebmann ou du petit-bourgeois ukrainien Iourkévitch, se traînent tous *en fait*, purement et simplement, à la remorque du national-libéralisme et corrompent la classe ouvrière par des idées national-libérales.

Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent une solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. Aussi, ce serait pour les social-démocrates se soustraire aux tâches de la politique prolétarienne et subordonner les ouvriers à la politique bourgeoise que de dénier aux nations le droit de disposer d'elles-mêmes – c'est-à-dire le droit pour les nations opprimées de se séparer, – aussi bien que d'appuyer toutes les revendications nationales de la bourgeoisie des nations exprimées. Il est indifférent à l'ouvrier salarié que son principal exploiteur soit la bourgeoisie grand-russe de préférence à la bourgeoisie allogène, ou la polonaise de préférence à la juive, etc. L'ouvrier salarié conscient des intérêts de sa classe est indifférent aux priviléges d'État dont bénéficient les capitalistes grands-russes, comme à la promesse des capitalistes polonais ou ukrainiens d'instaurer le paradis sur terre lorsqu'ils détiendront des priviléges d'État. De toute façon, le développement du capitalisme se poursuit et se poursuivra, dans un État hétérogène unique aussi bien que dans des États nationaux distincts.

Dans tous les cas l'ouvrier salarié subira l'exploitation, et, pour la combattre avec succès, il faut que le prolétariat soit étranger à tout nationalisme, que les prolétaires soient pour ainsi dire entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux priviléges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Or, nier le droit de libre détermination ou de séparation conduit inévitablement, dans la pratique, à soutenir les priviléges de la nation dominante.

Nous pouvons nous en convaincre avec plus d'évidence encore en étudiant l'exemple concret de la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

6. La séparation de la Norvège d'avec la Suède

Rosa Luxemburg prend justement cet exemple et raisonne à son propos de la façon que voici :

« Le dernier événement dans l'histoire des rapports fédératifs, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, – dont la presse social-patriote de Pologne (cf. le *Naprzód*¹⁹ de Cracovie) s'est empressée de saisir à l'époque comme d'une réconfortante manifestation de la force et du caractère progressif des aspirations à la création d'un État séparé – a fourni la preuve que le fédéralisme et la création consécutive d'un État séparé ne sont nullement l'expression d'un progrès ou du démocratisme. Après la soi-disant révolution norvégienne, qui consista à détrôner et éloigner de Norvège le roi de Suède, les Norvégiens, ayant formellement repoussé par un plébiscite un projet tendant à instituer la république, se donnèrent le plus tranquillement du monde un autre roi. Ce que

les admirateurs superficiels de tout mouvement national et de tout semblant d'indépendance avaient proclamé une « révolution » n'était qu'une simple manifestation de particularisme paysan et petit-bourgeois, du désir d'avoir pour son argent son roi « à soi » au lieu de celui qu'avait imposé l'aristocratie suédoise; c'était donc un mouvement n'ayant absolument rien de révolutionnaire. En même temps, l'histoire de cette rupture de l'union suédo-norvégienne a démontré une fois de plus à quel point, dans ce cas aussi, la fédération qui avait existé jusque-là n'était que l'expression d'intérêts purement dynastiques et, par conséquent, une forme de monarchisme et de réaction » (*Przeglad*).

Voilà tout ce que Rosa Luxembourg dit à ce sujet !! Et il faut reconnaître qu'il serait difficile de souligner la faiblesse de sa position mieux que ne l'a fait Rosa Luxembourg dans cet exemple.

Il s'agissait et il s'agit de savoir si les social-démocrates d'un État à composition nationale hétérogène ont besoin d'un programme reconnaissant le droit de libre détermination ou de séparation.

Que nous dit donc à ce propos l'exemple de la Norvège choisi par Rosa Luxembourg elle-même ?

Notre auteur tourne et biaise, fait de l'esprit, s'attaque au *Naprzōd*, mais ne répond pas à la question !! Rosa Luxembourg parle de tout ce qu'on veut pour ne pas dire un mot sur le fond de la question !!

Il est certain que les petits bourgeois norvégiens, qui ont voulu avoir pour leur argent un roi à eux et ont repoussé par le référendum le projet d'instauration d'une république, ont manifesté des caractères petits-bourgeois hautement détestables.

Il est certain que si le *Naprzōd* n'a pas remarqué la chose, il a manifesté des caractères non moins détestables et non moins petits-bourgeois.

Mais qu'est-ce que tout cela vient faire ici ??

Car enfin, il s'agissait du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et de l'attitude du prolétariat socialiste envers ce droit ! Pourquoi donc Rosa Luxembourg, au lieu de répondre à la question, tourne-t-elle autour du pot ?

Pour une souris, dit-on, il n'est pas d'animal plus fort que le chat. Pour Rosa Luxembourg, apparemment, il n'est pas d'animal plus fort que la « frac ». On appelle « frac », en langage familier, le « Parti socialiste polonais », la fraction dite révolutionnaire; et la feuille *Naprzōd*, de Cracovie, partage les idées de cette « fraction ». La lutte que Rosa Luxembourg mène contre le nationalisme de cette « fraction » aveugle à ce point notre auteur que tout disparaît de son horizon, hormis le *Naprzōd*.

Si le *Naprzōd* dit « oui », Rosa Luxembourg estime qu'il est de son devoir sacré de dire aussitôt « non », sans penser le moins du monde que, ce faisant, elle n'affirme pas son indépendance à l'égard du *Naprzōd*, mais au contraire sa comique dépendance à l'égard des « fracs », son impuissance à considérer les choses d'un point de vue un peu plus large et plus profond que celui de la fourmilière de Cracovie. Certes, le *Naprzōd* est un organe très mauvais, et nullement marxiste, mais cela ne doit pas nous empêcher d'analyser à fond l'exemple de la Norvège, dès l'instant que nous l'avons choisi.

Pour analyser cet exemple en marxiste, nous devons nous arrêter non pas sur les mauvaises qualités de ces terribles « fracs », mais tout d'abord sur les conditions historiques concrètes, particulières de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, et ensuite sur les tâches qui se sont posées au prolétariat des deux pays lors de cette séparation.

Les liens géographiques, économiques et linguistiques qui rapprochent la Norvège de la Suède ne sont pas moins étroits que ceux qui rattachent aux Grands-Russes de nombreuses autres nations slaves. Mais l'union de la Norvège avec la Suède n'avait pas été volontaire, de sorte que Rosa Luxembourg parle de « fédération » tout à fait sans rime ni raison et simplement parce qu'elle ne sait que dire. Ce sont les monarques qui, au temps des guerres napoléoniennes, donnèrent la Norvège à la Suède contre la volonté des Norvégiens; et les Suédois durent faire entrer leurs troupes en Norvège pour la soumettre.

Après quoi, durant des dizaines d'années, et en dépit de la très large autonomie dont jouissait la Norvège (elle avait sa propre Diète, etc.), les frictions entre la Norvège et la Suède persistèrent, les Norvégiens cherchant de toutes leurs forces à secouer le joug de l'aristocratie suédoise. Ils le secouèrent enfin en août 1905; la Diète norvégienne décida que le roi de Suède avait cessé d'être roi de Norvège; consulté ensuite par voie de référendum, le peuple norvégien se prononça à une énorme majorité (environ deux cent mille voix contre quelques centaines) en faveur de la séparation complète d'avec la Suède. Après quelques hésitations, les Suédois prirent leur parti de cette séparation.

Cet exemple nous montre sur quel terrain sont possibles et se produisent des cas de séparation des nations dans le cadre des rapports économiques et politiques actuels, et quelle *forme* revêt parfois la séparation dans les conditions de la liberté politique et de la démocratie.

Pas un social-démocrate, à moins qu'il n'ose déclarer que les questions de liberté politique et de démocratie lui sont indifférentes (mais il cesserait alors, bien entendu, d'être un social-démocrate) ne pourra nier que cet exemple démontre *effectivement l'obligation* pour les ouvriers conscients de se livrer à une propagande et à une préparation systématiques afin que les conflits éventuels entraînés par le problème de la séparation de nations soient résolus *uniquement* comme ils le furent en 1905 entre la Norvège et la Suède, et non « à la russe ». C'est précisément ce qu'exprime le point du programme qui revendique la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Et Rosa Luxembourg a dû se dérober à ce fait, qui contrarie sa théorie, en s'attaquant violemment au philistinisme des petits bourgeois norvégiens et au *Naprzōd* de Cracovie. Car elle comprenait parfaitement à quel point ce fait historique *réfute irrévocablement* ses phrases selon lesquelles le droit des nations à disposer d'elles-mêmes serait une « utopie », équivaudrait au droit de « manger dans des assiettes en or », etc. De telles phrases expriment qu'une foi opportuniste, faite de médiocrité et de suffisance, dans l'immuabilité de l'actuel rapport des forces entre les nationalités de l'Europe orientale.

Poursuivons. À propos de la libre disposition des nations, comme de toute autre question, ce qui nous intéresse avant tout et par-dessus tout, c'est la libre disposition du prolétariat à l'intérieur des nations. Cette question aussi, Rosa Luxembourg l'a très modestement éludée, sentant le préjudice que porterait à sa « théorie » l'analyse de cette question sur l'exemple choisi par elle : celui de la Norvège.

Quelle a été et quelle devait être la position du prolétariat norvégien et du prolétariat

suédois dans le conflit provoqué par la séparation ? Les ouvriers conscients de Norvège auraient dû, assurément, voter pour la république* après la séparation. Et s'il s'est trouvé des socialistes pour voter d'une autre manière, cela montre tout simplement combien il y a parfois d'opportunisme obtus et petit-bourgeois dans le socialisme européen. Il ne saurait y avoir deux avis là-dessus, et nous ne touchons ce point que parce que Rosa Luxemburg essaie d'escamoter le fond de la question par des propos à côté du sujet. Pour ce qui est de la séparation, nous ignorons si le programme socialiste norvégien faisait un devoir aux social-démocrates de Norvège de s'en tenir à une seule opinion déterminée. Admettons que non, que les socialistes norvégiens aient laissé en suspens la question de sa voir dans quelle mesure l'autonomie de la Norvège assurait une liberté suffisante à la lutte de classe et dans quelle mesure les continuels conflits et frictions avec l'aristocratie suédoise entravaient la liberté de la vie économique. Mais il est incontestable que le prolétariat norvégien devait se dresser contre cette aristocratie en défendant la démocratie paysanne norvégienne (quelles que fussent les étroitures petites-bourgeoises de cette dernière).

Et le prolétariat suédois ? On sait que les grands propriétaires fonciers de Suède, épaulés par le clergé suédois, prêchaient la guerre contre la Norvège; et comme la Norvège est bien plus faible que la Suède, comme elle avait déjà subi l'invasion suédoise, comme l'aristocratie suédoise est d'un très grand poids dans son pays, cette propagande constituait une menace très grave. On peut gager que les Kokochkine suédois se sont longuement et assidûment évertués à corrompre les masses de Suède en les appelant à « user avec prudence » des « formules élastiques de la libre détermination politique des nations », en dépeignant les dangers d'une « dislocation de l'État », et en affirmant que la « liberté du peuple » était compatible avec les principes fondamentaux de l'aristocratie suédoise. Il ne fait pas le moindre doute que la social-démocratie suédoise aurait trahi la cause du socialisme et celle de la démocratie si elle n'avait pas combattu de toutes ses forces l'idéologie et la politique des grands propriétaires fonciers aussi bien que des Kokochkine; si elle n'avait pas défendu, outre l'égalité en droits des nations en général (que reconnaissent aussi les Kokochkine), le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la liberté de sécession pour la Norvège.

L'alliance étroite des ouvriers norvégiens et suédois, leur entière solidarité fraternelle de classe a gagné à cette reconnaissance – par les ouvriers suédois – du droit des Norvégiens à se séparer. Car les ouvriers de Norvège se sont convaincus que les ouvriers de Suède n'étaient pas contaminés par le nationalisme suédois, qu'ils plaçaient la fraternité avec les prolétaires norvégiens au-dessus des priviléges de la bourgeoisie et de l'aristocratie suédoises. La destruction des liens imposés à la Norvège par les monarques européens et les aristocrates suédois a renforcé le lien unissant les ouvriers norvégiens et suédois. Les ouvriers suédois ont démontré qu'à travers toutes les péripeties de la politique bourgeoise – un retour à la subordination des Norvégiens aux Suédois par la force est parfaitement possible sur le terrain des rapports bourgeois ! – ils sauront maintenir et sauvegarder la complète égalité des droits et la solidarité de classe des ouvriers des deux nations dans la lutte contre la bourgeoisie suédoise et contre la bourgeoisie norvégienne.

* Si la majorité de la nation norvégienne était pour la monarchie et le prolétariat, pour la république, alors, d'une façon générale, deux voies s'ouvriraient devant le prolétariat norvégien : ou faire la révolution, si les conditions étaient mûres, ou se soumettre à la majorité et entreprendre un long travail de propagande et d'agitation.

On voit par là, notamment, combien sont peu fondées et même tout simplement gratuites, les tentatives que font parfois les « fracs » pour « exploiter » nos désaccords avec Rosa Luxembourg contre la social-démocratie polonaise. Les « fracs » ne sont pas un parti prolétarien, ni socialiste, mais un parti nationaliste petit-bourgeois, quelque chose comme des socialistes-révolutionnaires polonais. Il n'a jamais été et il ne pouvait être question d'une unité quelconque des social-démocrates russes avec ce parti. Tandis qu'au contraire, il ne s'est jamais trouvé un social-démocrate russe pour « se repentir » d'un rapprochement et, d'une union avec les social-démocrates polonais. C'est à la social-démocratie polonaise que revient l'immense mérite historique d'avoir créé, pour la première fois en Pologne, dans ce pays imprégné de tendances et de passions nationalistes, un parti véritablement marxiste, véritablement prolétarien. Toutefois, ce mérite des social-démocrates polonais est grand, non point parce que Rosa Luxembourg a débité des choses absurdes contre le §9 du programme marxiste russe, mais en dépit de cette fâcheuse circonstance.

Pour les social-démocrates polonais, le « droit de libre détermination » n'a certes pas la même importance que pour les social-démocrates russes. Il est tout naturel que la lutte contre la petite bourgeoisie polonaise aveuglée par le nationalisme ait contraint les social-démocrates polonais à « forcer la note » avec un zèle particulier (parfois même un peu excessif). Jamais un marxiste russe n'a songé à faire grief aux social-démocrates polonais d'être contre la séparation de la Pologne. Ces social-démocrates ne commettent une faute que lorsqu'ils tentent, comme le fait Rosa Luxembourg, de nier la nécessité d'inclure le droit de libre détermination dans le programme des marxistes russes.

C'est, en somme, vouloir étendre des rapports compréhensibles du point de vue de la mentalité cracovienne à tous les peuples et à toutes les nations de Russie, y compris, les Grands-Russes. C'est être des « nationalistes polonais à rebours », mais non des social-démocrates russes, des social-démocrates internationalistes.

Car la social-démocratie internationale proclame précisément le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Arrêtons-nous sur ce point.

7. La décision du congrès international de Londres de 1896

Cette décision déclare :

« Le congrès proclame qu'il s'affirme pour le plein droit de libre détermination (*Selbstbestimmungsrecht*) de toutes les nations; et il exprime sa sympathie aux ouvriers de tout pays qui souffre à l'heure actuelle sous le joug de l'absolutisme militaire, national ou autre; le congrès appelle les ouvriers de tous ces pays à rejoindre les rangs des ouvriers conscients (*Klassenbewusste*=conscients des intérêts de leur classe) du monde entier, afin de lutter avec eux pour vaincre le capitalisme international et atteindre les objectifs de La social-démocratie internationale*. »

Comme nous l'avons déjà dit, nos opportunistes, MM. Semkovski, Liebmann et

* Voir le compte-rendu officiel allemand du congrès de Londres : *Verhandlungen und Beschlüsse des internationalen sozialistischen Arbeiter und Gewerkschafts Kongresses zu London, vom 27. Juli bis 1. August 1896*, Berlin, 1896. S. 18. (Procès-verbaux et décisions du congrès international socialiste des partis ouvriers et des syndicats, tenu à Londres du 27 juillet au 1^{er} août 1896, Berlin, 1890, p. 18.—N.R.) Il existe une brochure russe contenant les décisions des congrès internationaux, où « libre disposition » est traduit à tort par « autonomie ».

Iourkévitch, ignorent tout simplement cette décision. Mais Rosa Luxembourg la connaît et en cite le texte intégral où figure la même expression que dans notre programme : la « libre disposition ».

On se demande comment Rosa Luxembourg s'y prend pour écarter cet obstacle qui barre la route à son « originale » théorie.

Oh ! très simplement. le centre de gravité réside ici dans la seconde partie de la résolution... le caractère déclaratif de cette dernière... ce n'est que par un malentendu que l'on peut s'y référer !!

L'impuissance et le désarroi de notre auteur sont vraiment frappants. D'ordinaire, seuls les opportunistes, qui se dérobent peureusement à toute franche polémique contre les points démocratiques et socialistes conséquents du programme, invoquent leur caractère déclaratif. Ce n'est visiblement pas sans raison que, cette fois-ci, Rosa Luxembourg s'est trouvée en la triste compagnie des Semkovski, des Liebmann et des Iourkévitch. Elle n'ose pas dire franchement si elle tient cette résolution pour juste ou pour erronée. Elle louvoie et se cache, comme si elle comptait sur l'inattention et l'ignorance d'un lecteur qui, parvenu à la seconde partie de la résolution, aurait oublié la première, où qui n'aurait jamais entendu parler des débats qui ont eu lieu dans la presse socialiste avant le congrès de Londres.

Mais Rosa Luxembourg se trompe fort si elle croit pouvoir, devant les ouvriers conscients de Russie, fouler aux pieds aussi facilement la résolution de l'Internationale sur une importante question de principe, sans daigner même l'analyser dans un esprit critique.

Au cours des débats qui précédèrent le congrès de Londres, principalement dans les colonnes de la revue des marxistes allemands *Die Neue Zeit*, le point de vue de Rosa Luxembourg a été exprimé, et *il a subi en fait un échec devant l'Internationale* ! Voilà la vérité que le lecteur russe, surtout, ne doit pas perdre de vue.

Les débats ont porté sur la question de l'indépendance de la Pologne. Trois points de vue ont été formulés :

1. Le point de vue des « fracs », au nom desquels intervint Haecker. Ils voulaient que l'Internationale reprenne à son compte, dans *son* programme, la revendication de l'indépendance de la Pologne. Cette proposition ne fut pas adoptée. Ce point de vue subit un échec devant l'Internationale.
2. Le point de vue de Rosa Luxembourg : les socialistes polonais ne devaient pas revendiquer l'indépendance de la Pologne. Il ne pouvait donc être question de proclamer le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Ce point de vue subit également un échec devant l'Internationale.
3. Le point de vue que K. Kautsky, intervenant contre Rosa Luxembourg pour démontrer le caractère extrêmement « unilatéral » de son matérialisme, développa à l'époque le plus à fond. De ce point de vue, l'Internationale ne pouvait pas, dans les conditions du moment, préconiser l'indépendance de la Pologne. Mais les socialistes polonais, disait Kautsky, sont pleinement en droit de formuler cette revendication. Du point de vue des socialistes on aurait tort, incontestablement, de méconnaître les tâches de libération nationale qui se posent là où existe l'oppression nationale.

La résolution de l'Internationale a repris les thèses essentielles, fondamentales, de ce

point de vue : d'une part, reconnaissance catégorique et n'admettant aucune fausse interprétation du droit absolu, pour toutes les nations, à disposer d'elles-mêmes; d'autre part, appel non moins explicite aux ouvriers à réaliser l'unité internationale de leur lutte de classe.

Nous pensons que cette résolution est tout à fait juste, et que, pour les pays d'Europe orientale et d'Asie, au début du XX^e siècle, ce texte dont les deux parties constituent un tout indissoluble fournit la seule directive juste dont puisse s'inspirer la politique de classe prolétarienne dans la question nationale.

Voyons un peu plus en détail les trois points de vue indiqués plus haut.

On sait que K. Marx et F. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne.

Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la « réforme paysanne » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique conséquent et prolétarien. Alors que les masses populaires de Russie et de la plupart des pays slaves dormaient encore d'un sommeil profond; alors que dans ces pays il n'existe pas de mouvements démocratiques indépendants ayant un caractère de masse, le mouvement libérateur seigneurial de Pologne acquérait une importance gigantesque, de premier plan, du point de vue de la démocratie non seulement de la Russie, non seulement des pays slaves, mais encore de toute l'Europe*.

Mais si ce point de vue de Marx était entièrement juste pour le deuxième tiers ou le troisième quart du XIX^e siècle, il a cessé de l'être au XX^e. Des mouvements démocratiques indépendants, et même un mouvement prolétarien indépendant, ont pris naissance dans la plupart des pays slaves et même dans un des pays slaves les plus arriérés, la Russie. La Pologne seigneuriale a disparu pour faire place à une Pologne capitaliste. Dans ces conditions, la Pologne ne pouvait manquer de perdre son importance révolutionnaire exceptionnelle.

Lorsque le P.S.P. (le « Parti socialiste polonais », les « fracs » d'aujourd'hui) tenta en 1896 de « consacrer » le point de vue formulé par Marx à une autre époque, c'était vouloir exploiter la lettre du marxisme contre l'esprit du marxisme. Aussi les social-démocrates polonais ont-ils eu parfaitement raison de s'élever contre les emballements nationalistes de la petite bourgeoisie polonaise, de montrer l'importance secondaire de la question nationale pour les ouvriers polonais, de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer le principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe.

Cela signifiait-il cependant qu'au début du XX^e siècle l'Internationale pouvait considérer

* Ce serait un très intéressant travail historique que de confronter la position du gentilhomme polonais insurgé de 1863, la position du révolutionnaire démocrate de Russie Tchernychevski qui, lui aussi (à l'instar de Marx), sut apprécier l'importance du mouvement polonais, et la position du petit bourgeois ukrainien Dragomanov, apparu beaucoup plus tard et exprimant le point de vue du paysan, encore si barbare, si torpide, si attaché à son tas de fumier que sa haine légitime à l'égard du seigneur polonais l'empêchait de comprendre l'importance que présentait la lutte de ces seigneurs pour la démocratie russe. (Voir *La Pologne historique et la démocratie grand-russe*, par Dragomanov). Dragomanov a pleinement mérité les embrassades enthousiastes dont le gratifia par la suite Monsieur P. Strouvé, alors qu'il était déjà devenu national-libéral.

comme superflu, pour l'Europe orientale et pour l'Asie, le principe de la libre détermination politique des nations, leur droit de séparation ? C'eût été une absurdité monumentale qui aurait consisté (sur le plan théorique) à reconnaître pour achevée la transformation démocratique bourgeoise des États turc, russe, chinois, et à adopter (sur le plan pratique) une attitude opportuniste à l'égard de l'absolutisme.

Non. En Europe orientale et en Asie, à l'époque des révolutions démocratiques bourgeoisées déjà commencées, à l'époque de l'éveil et de l'intensification des mouvements nationaux, à l'époque de l'apparition de partis prolétariens indépendants, la tâche de ces partis en matière de politique nationale doit être double : reconnaissance du droit de libre disposition pour toutes les nations, car la transformation démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, car la démocratie ouvrière défend l'égalité en droits des nations avec esprit de suite, sérieusement et sincèrement, et non pas à la manière des libéraux ni des Kokochkine – et union la plus étroite, indissoluble, dans leur lutte de classe, des prolétaires de toutes les nations d'un État donné pendant toutes les péripéties de son histoire, et quels que soient les remaniements des frontières des différents États par la bourgeoisie.

Telle est la double tâche du prolétariat que formule la résolution de 1896 de l'Internationale. Tels sont les principes sur lesquels se fonde la résolution adoptée par la conférence des marxistes russes au cours de l'été 1913. D'aucuns estiment « contradictoire » le fait que, dans son point 4, cette résolution, reconnaissant le droit de libre détermination, de séparation, semble « accorder » le maximum au nationalisme (en fait, la reconnaissance du droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes implique un maximum de démocratisme et un minimum de nationalisme), tandis qu'au point 5 elle met les ouvriers en garde contre les mots d'ordre nationalistes de la bourgeoisie quelle qu'elle soit, et réclame l'unité et le groupement des ouvriers de toutes les nations dans des organisations prolétariennes unies sur le plan international. Mais seuls peuvent voir ici une « contradiction » des esprits tout à fait plats, incapables, par exemple, de comprendre pourquoi l'unité et la solidarité de classe du prolétariat suédois et norvégien ont gagné à ce que les ouvriers suédois aient su défendre la liberté pour la Norvège de se séparer et de former un État indépendant.

8. L'utopiste Karl Marx et la pratique Rosa Luxembourg

Qualifiant d'« utopie » l'indépendance de la Pologne et ressassant cette affirmation jusqu'à satiété, Rosa Luxembourg s'exclame ironiquement : pourquoi ne pas revendiquer l'indépendance de l'Irlande ?

La « pratique » Rosa Luxembourg ignore sans doute quelle était l'attitude de K. Marx au sujet de l'indépendance de l'Irlande. Il vaut la peine de s'arrêter sur cet exemple d'analyse véritablement marxiste, et non opportuniste, d'une revendication concrète d'indépendance nationale.

Marx avait coutume de « tâter les dents », comme il disait, aux socialistes de sa connaissance, afin de s'assurer de leur degré de conscience et de la force de leur conviction²⁰. Ayant fait la connaissance de Lopatine, Marx écrit à Engels, le 5 juillet 1870, une lettre contenant une appréciation flatteuse au plus haut point pour le jeune socialiste russe, mais il ajoute :

« Un point faible : la Pologne. Sur ce point, Lopatine parle absolument comme

un Anglais – disons un chartiste anglais de la vieille école – à propos de l'Irlande »²¹.

Marx interroge un socialiste d'une nation qui en opprime d'autres sur son attitude à l'égard d'une nation opprimée, et il découvre aussitôt le défaut *commun* aux socialistes des nations dominantes (anglaise et russe) : incompréhension de leurs devoirs de socialistes à l'égard des nations asservies, rabâchage de préjugés empruntés à la bourgeoisie de la « grande nation dominante ».

Avant de passer aux déclarations positives de Marx à propos de l'Irlande, il faut faire cette réserve que Marx et Engels considéraient la question nationale en général avec un sévère esprit critique, analysant sa signification en fonction des conditions historiques. C'est ainsi qu'Engels écrivait à Marx, le 23 mai 1851, que l'étude de l'histoire l'amenaît à des conclusions pessimistes au sujet de la Pologne; que celle-ci n'avait qu'une importance temporaire, uniquement jusqu'au jour où la révolution agraire serait réalisée en Russie. Le rôle des Polonais dans l'histoire consiste à commettre d'« audacieuses sottises ». « On ne peut supposer un seul instant que, même face à la seule Russie, la Pologne puisse représenter le progrès ou avoir une importance historique quelconque. » Il existe en Russie plus d'éléments de civilisation, d'instruction, d'industrie, de bourgeoisie, que dans la « chevaleresque et indolente Pologne ». « Qu'est-ce que Varsovie et Cracovie à côté de Pétersbourg, de Moscou, d'Odessa ! » Engels ne croit pas au succès des soulèvements des gentilshommes polonais.

Mais toutes ces pensées où il y a tant de perspicacité géniale, n'ont nullement empêché Engels et Marx, douze ans plus tard, alors que la Russie sommeillait encore et que la Pologne était en ébullition, de sympathiser ardemment avec le mouvement polonais.

En 1864, alors qu'il rédige l'Adresse de l'Internationale, Marx écrit à Engels (le 4 novembre 1864) qu'il lui faut combattre le nationalisme de Mazzini. « Lorsque, dans l'Adresse, il est question de la politique internationale, je parle des pays et non des nationalités, je dénonce la Russie et non des États moins importants », écrit Marx. Pour lui, il ne fait pas de doute qu'à côté de la « question ouvrière », la question nationale n'a qu'une importance subordonnée. Mais sa théorie est aussi éloignée de la méconnaissance des mouvements nationaux que le ciel l'est de la terre.

Arrive l'année 1866. Marx écrit à Engels au sujet de la « clique prudhonienne » de Paris qui « traite la nationalité de non-sens et s'en prend à Bismarck et à Garibaldi. En tant qu'argument polémique dirigé contre le chauvinisme, cette tactique est utile et peut s'expliquer. Mais lorsque les adeptes de Proudhon (auxquels appartiennent également mes bons amis d'ici, Lafargue et Longuet) pensent que toute l'Europe peut et doit rester tranquillement et paisiblement assise sur son postérieur en attendant que ces messieurs de France abolissent la misère et l'ignorance... ils sont ridicules » (lettre du 7 juin 1866)

« Hier, écrit Marx le 20 juin 1866, il y a eu discussion au Conseil de l'Internationale sur la guerre en cours... Les débats, comme il fallait s'y attendre, se sont concentrés sur la question des « nationalités » et de notre attitude à son égard... Les représentants de la « jeune France » (*qui n'étaient pas des ouvriers*) défendirent le point de vue suivant lequel toute nationalité et la nation elle-même sont des préjugés surannés. Du *stirnérisme** prudhonien.... Le monde entier doit attendre que les Français soient mûrs pour accomplir la révolution sociale. Les Anglais ont bien ri lorsque j'ai commencé mon discours en disant

* Mot forgé d'après le nom de Max Stirner (1806-1856), philosophe idéaliste allemand, théoricien de l'anarchisme. (N. du Trad.)

que notre ami Lafargue et les autres abolisseurs des nationalités s'adressent à nous en français, c'est-à-dire en une langue incompréhensible aux neuf dixièmes de l'assemblée. Ensuite j'ai donné à entendre que, sans s'en rendre compte lui-même, Lafargue semble comprendre, par négation des nationalités, leur absorption par la nation française, considérée comme un modèle. »

Toutes ces remarques critiques de Marx aboutissent à une conclusion très claire : la classe ouvrière est moins susceptible que personne de faire un fétiche de la question nationale, car le développement du capitalisme n'éveille pas forcément *toutes* les nations à une vie indépendante. Mais une fois que sont apparus des mouvements nationaux de masse, les répudier, refuser de soutenir ce qu'ils ont de progressif, c'est en fait céder aux préjugés *nationalistes*, c'est reconnaître « sa » nation comme la « nation modèle » (ou, ajouterons-nous pour notre part, comme la nation détenant le privilège exclusif d'édifier un État)*.

Mais revenons à la question de l'Irlande.

La position de Marx sur cette question est exprimée avec le maximum de clarté dans les extraits suivants de ses lettres :

« Je me suis efforcé de susciter par tous les moyens une manifestation des ouvriers anglais en faveur du fenianisme... Auparavant, je considérais la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre comme impossible. Aujourd'hui, je la considère comme inévitable, dût-on, après la séparation, aboutir à une fédération. »

Ainsi s'exprimait Marx dans une lettre à Engels en date du 2 novembre 1867.

Dans une lettre du 30 novembre de la même année, il ajoutait :

« Que devons-nous conseiller aux ouvriers *anglais* ?

« À mon avis, ils doivent inclure dans leur programme le *Bepcal* (rupture) de l'union » (de l'Irlande avec l'Angleterre, c'est-à-dire qu'ils doivent demander la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre) – « bref, ils doivent reprendre la revendication de 1783, mais en la démocratisant et en l'adaptant aux conditions actuelles. C'est là l'unique forme légale de l'affranchissement de l'Irlande et, pour cette raison, la seule qui puisse être adoptée par le programme d'un parti anglais. L'expérience montrera par la suite si une simple union personnelle entre les deux pays peut être durable.

...Ce qu'il faut aux Irlandais, c'est

L'autonomie administrative et l'indépendance à l'égard de l'Angleterre.

La révolution agraire ».

Attribuant une importance énorme à la question irlandaise, Marx faisait à l'Alliance ouvrière allemande des rapports d'une heure et demie sur ce sujet (lettre du 17 décembre 1867).

Engels note dans une lettre du 20 novembre 1868 « la haine pour les Irlandais qui règne

* Voyez encore la lettre de Marx à Engels en date du 3 juin 1867... « C'est avec une véritable satisfaction que j'ai appris, par la correspondance parisienne du *Times*, Les exclamations, polonophiles des Parisiens contre la Russie... M. Proudhon et sa petite clique de doctrinaires, ce n'est pas encore le peuple français. »

parmi les ouvriers anglais »; près d'une année plus tard (24 octobre 1869), revenant sur le sujet, il écrit :

« De l'Irlande à la Russie, *il n'y a qu'un pas** L'histoire de l'Irlande montre quel malheur c'est pour un peuple, d'avoir asservi un autre peuple. Toutes les bassesses anglaises ont leur origine dans la sphère irlandaise. Je dois encore étudier l'époque de Cromwell, mais, en tout cas, il est pour moi incontestable que les choses, en Angleterre également, auraient pris un autre tour n'eût été la nécessité de maîtriser militairement l'Irlande et de créer une nouvelle aristocratie. »

Mentionnons en passant la lettre de Marx à Engels, en date du 18 août 1869 :

« En Posnanie, les ouvriers polonais ont fait une grève victorieuse grâce à l'appui de leurs camarades de Berlin. Cette lutte contre « Monseigneur le Capital » – même sous sa forme inférieure, celle d'une grève – mettra fin aux préjugés nationaux bien plus efficacement que les déclamations sur la paix dans la bouche de messieurs les bourgeois. »

La politique de Marx au sein de l'Internationale à l'égard de la question irlandaise ressort de ce qui suit :

Le 18 novembre 1869, Marx écrit à Engels qu'il a tenu un discours d'une heure un quart, au Conseil de l'Internationale, à propos de l'attitude du ministère britannique dans la question de l'amnistie irlandaise, et qu'il a proposé la résolution suivante :

« Il a été arrêté que, dans sa réponse aux revendications irlandaises demandant la mise en liberté des patriotes irlandais, M. Gladstone offense sciemment la nation irlandaise;

qu'il fait dépendre l'amnistie politique de conditions humiliant aussi bien les victimes d'un mauvais gouvernement que le peuple qu'elles représentent;

que Gladstone, bien que lié par sa situation officielle, a publiquement et solennellement salué la révolte des esclavagistes américains, et entreprend à présent de prêcher au peuple irlandais la doctrine de l'obéissance passive;

que toute sa politique à l'égard de l'amnistie irlandaise est la plus authentique manifestation de cette « politique de conquêtes » dont la dénonciation a permis à M. Gladstone de renverser le ministère de ses adversaires, les tories;

que le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs exprime son admiration pour la hardiesse, la fermeté et la noblesse de caractère avec lesquelles le peuple irlandais mène sa campagne pour l'amnistie;

que cette résolution doit être communiquée à toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs et à toutes les organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique en rapport avec elle. »

Le 10 décembre 1869, Marx écrit que son rapport au Conseil de l'Internationale sur la question irlandais sera conçu de la façon suivante :

...« En dehors de toute phraséologie « internationaliste » et « humanitaire » sur la « justice envers l'Irlande », – car la chose va de soi au Conseil de l'Internationale, – *les intérêts directs, absolus, de la classe ouvrière anglaise*

* En français dans le texte.

exigent que soient rompus ses liens actuels avec l'Irlande. Telle est ma conviction la plus profonde, basée sur des raisons dont je ne peux révéler qu'une partie aux ouvriers anglais eux-mêmes : J'ai longtemps pensé qu'il serait possible de renverser le régime irlandais grâce aux progrès de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu cette opinion dans la *New York Tribune* (journal américain auquel Marx a longtemps collaboré). Une étude plus approfondie de la question m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise *ne pourra rien faire* tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande... La réaction anglaise en Angleterre a ses racines dans l'asservissement de l'Irlande» (l'italique est de Marx).

La politique de Marx dans la question irlandaise doit, être parfaitement claire maintenant pour le lecteur.

L'*« utopiste »* Marx est si « peu pratique » qu'il se prononce pour la séparation de l'Irlande, laquelle, même un demi-siècle plus tard, n'est pas encore réalisée.

Qu'est-ce donc qui inspire cette politique de Marx, et n'était-elle pas erronée ?

Marx avait d'abord pensé que ce n'était pas le mouvement national de la nation opprimée, mais le mouvement ouvrier au sein de la nation des oppresseurs qui libérerait l'Irlande. Marx ne fait pas des mouvements nationaux un absolu, car il sait que seule la victoire de la classe ouvrière pourra affranchir entièrement toutes les nationalités. Prévoir à l'avance toutes les corrélations possibles entre les mouvements émancipateurs bourgeois des nations opprimées et le mouvement émancipateur prolétarien dans la nation des oppresseurs (problème qui rend précisément si difficile à résoudre la question nationale dans la Russie moderne) est chose impossible.

Mais les circonstances ont fait que la classe ouvrière anglaise est tombée pour un temps assez long sous l'influence des libéraux, qu'elle se traîne à leur remorque, et qu'elle est décapitée par une politique ouvrière libérale. Le mouvement émancipateur bourgeois en Irlande s'est renforcé et a pris des formes révolutionnaires. Marx révise son opinion et la corrige. « Quel malheur c'est, pour un peuple d'en avoir asservi un autre. » La classe ouvrière d'Angleterre ne s'affranchira pas aussi longtemps que l'Irlande ne sera pas affranchie du joug anglais. L'asservissement de l'Irlande raffermit et alimente la réaction en Angleterre (comme l'asservissement de nombreuses nations alimente la réaction en Russie).

Et Marx, tout en faisant voter par l'Internationale une résolution de sympathie à la « nation irlandaise », au « peuple irlandais » (le subtil L. VL aurait certainement mis en pièces le pauvre Marx pour son oubli de la lutte des classes !), recommande la *séparation* de l'Irlande d'avec l'Angleterre, « dût-on, après la séparation, aboutir à une fédération ».

Quelles sont les prémisses théoriques de cette conclusion de Marx ? D'une façon générale, la révolution bourgeoise en Angleterre est depuis longtemps terminée. Mais en Irlande elle n'est pas achevée; les réformes des libéraux anglais ne l'achèvent qu'aujourd'hui, après un demi-siècle. Si le capitalisme avait été renversé en Angleterre aussi rapidement que Marx l'avait d'abord espéré, il n'y aurait pas eu de place en Irlande pour un mouvement national démocratique bourgeois. Mais puisqu'il est apparu, Marx conseille aux ouvriers anglais de le soutenir, de lui imprimer une poussée révolutionnaire, de le mener jusqu'au bout dans l'intérêt de leur propre liberté.

Les relations économiques de l'Irlande et de l'Angleterre étaient, vers 1860-1870,

certainement plus étroites encore que celles de la Russie avec la Pologne, avec l'Ukraine, etc. Le caractère « peu pratique » et « irréalisable » de la séparation de l'Irlande (ne fût-ce qu'en vertu des conditions géographiques et aussi de l'énorme puissance coloniale de l'Angleterre) sautait aux yeux. Ennemi en principe du fédéralisme, Marx admet dans ce cas particulier la fédération*, à la seule condition que l'émancipation de l'Irlande se fasse par la voie révolutionnaire et non réformiste, par un mouvement des masses populaires d'Irlande qui soutiendrait la classe ouvrière d'Angleterre. Il ne peut faire de doute que seule une telle solution du problème historique aurait réellement favorisé les intérêts du prolétariat et accéléré le développement social.

Les choses ont tourné autrement. Il est apparu que le peuple irlandais et le prolétariat anglais étaient trop faibles. C'est maintenant seulement qu'à la suite de misérables tractations entre les libéraux anglais et la bourgeoisie irlandaise la question irlandaise se résout (l'exemple de l'Ulster montre combien laborieusement) par une réforme agraire (avec rachat) et une autonomie (pour le moment encore non réalisée). Qu'est-ce à dire ? S'ensuit-il que Marx et Engels étaient des « utopistes », qu'ils formulaient des revendications nationales « irréalisables », qu'ils se laissaient influencer par les nationalistes petits-bourgeois d'Irlande (le caractère petit-bourgeois du mouvement des « fenians » est indubitable), etc.

Non. Dans la question irlandaise comme ailleurs Marx et Engels ont appliqué une politique prolétarienne conséquente, propre à éduquer réellement les masses dans l'esprit de la démocratie et du socialisme. Seule cette politique était susceptible d'épargner à l'Irlande comme à l'Angleterre le retard d'un demi-siècle apporté à la réalisation des réformes indispensables, ainsi que la mutilation de ces dernières par les libéraux désireux de complaire à la réaction.

La politique de Marx et d'Engels dans la question irlandaise a fourni un très grand exemple, qui conserve jusqu'à présent une énorme importance pratique, de la façon dont le prolétariat des nations qui en oppriment d'autres doit se comporter envers les mouvements nationaux; elle a été une mise en garde contre l'empressement servile » avec lequel les petits bourgeois de tous les pays, de toutes les couleurs et de toutes les langues qualifient d' « utopique » la modification de frontières d'État créées par la violence et par les priviléges des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie d'une nation.

Si le prolétariat d'Irlande et celui d'Angleterre n'avaient pas approuvé la politique de Marx, n'avaient pas adopté comme mot d'ordre la séparation de l'Irlande, c'eût été de leur part le pire opportunitisme, un oubli des tâches qui incombent à tout démocrate et à tout socialiste, une concession à la réaction et à la bourgeoisie *anglaises*.

* Il est d'ailleurs facile de voir pourquoi le droit de « libre détermination » des nations ne saurait signifier, du point de vue social-démocrate, ni la fédération ni l'autonomie (bien qu'abstrairement parlant, l'une ou l'autre entrent dans la notion de « libre détermination »). Le droit à la fédération est, d'une façon générale, un non-sens, car la fédération est un contrat bilatéral. Les marxistes ne peuvent absolument pas inscrire dans leur programme la défense du fédéralisme en général; il ne saurait en être question. Quant à l'autonomie, les marxistes défendent non le « droit à » l'autonomie, mais l'autonomie *elle-même* en tant que principe général, universel, d'un État démocratique à composition nationale hétérogène, et dont les conditions géographiques et autres seraient nettement différenciées. C'est pourquoi reconnaître le « droit des nations à l'autonomie » serait aussi absurde que reconnaître le « droit des nations à la fédération ».

9. Le programme de 1903 et ses liquidateurs

Les procès-verbaux du congrès de 1903, qui adopta le programme des marxistes russes, sont devenus des pièces très rares, et l'immense majorité des militants actuels du mouvement ouvrier ignorent le pourquoi des différents points de ce programme (d'autant plus que tous les écrits qui s'y rapportent ne jouissent pas des bienfaits de la légalité, tant s'en faut...). Aussi est-il nécessaire de nous arrêter sur l'examen, au congrès de 1903, de la question qui nous intéresse.

Notons tout d'abord que, si pauvre qu'elle soit, la littérature social-démocrate russe concernant le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » montre cependant que, de toute évidence, ce droit a toujours été compris dans le sens du droit à la séparation. Messieurs les Semkovski, les Liebmann et les Iourkévitch, qui révoquent ce fait en doute et déclarent que le §9 « manque de clarté », etc., ne parlent de ce « manque de clarté » que par ignorance extrême où par négligence. Dès 1902, intervenant dans la *Zaria* pour le maintien du « droit de libre détermination » dans le projet de programme, Plékhanov écrivait que cette revendication, qui n'est pas obligatoire pour les démocrates bourgeois, « est obligatoire pour les social-démocrates ». « Si nous l'avions omise, écrivait Plékhanov, où si nous n'avions pas osé la formuler par crainte de heurter les préjugés nationaux de nos compatriotes de la nation grand-russe, nous nous serions condamnés à proférer un vil mensonge... en lançant cet appel..: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »²².

C'est là une caractéristique très heureuse de l'argument essentiel en faveur du point considéré, tellement heureuse que les adversaires de notre programme, ces critiques « sans feu ni lieu », avaient et ont toutes les raisons de l'écluder peureusement. Renoncer à ce point du programme, quels que soient les motifs invoqués, c'est consentir en fait une « honteuse » concession au nationalisme grand-russe. Pourquoi grand-russe, puisqu'on parle du droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes ? Parce qu'il s'agit de la séparation d'avec les Grands-Russes. Les intérêts de l'union des prolétaires, les intérêts de leur solidarité de classe exigent la reconnaissance du droit des nations à la séparation : voilà ce que Plékhanov a reconnu il y a douze ans, dans les termes que nous avons cités. S'ils y avaient bien réfléchi, nos opportunistes n'auraient sans doute pas dit tant de sottises à propos de la libre détermination.

Au congrès de 1903 où fut ratifié ce projet de programme défendu par Plékhanov, le gros du travail s'est fait à la *commission du programme*. Malheureusement, il n'y a pas été dressé de procès-verbaux. Or, c'est sur ce point qu'ils auraient été particulièrement intéressants, car c'est seulement au sein de la commission que les représentants des social-démocrates polonais, Warszawski et Ganecki, ont essayé de défendre leurs conceptions et de contester la « reconnaissance du droit de libre détermination ». Le lecteur qui voudrait comparer leurs arguments (exposés dans le discours de Warszawski, ainsi que dans une déclaration qu'il avait faite avec Ganecki, pp. 134-136 et 388-300 des procès-verbaux) à ceux que développe Rosa Luxembourg dans son article polonais que nous avons analysé, constaterait l'identité complète de ces arguments.

Quelle fut, à cet égard, l'attitude de la commission du programme du II^e congrès, où Plékhanov s'éleva plus que personne contre les marxistes polonais ? Ces arguments furent cruellement raillés ! L'ineptie de la proposition faite aux marxistes de Russie de rejeter la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes apparut avec tant de clarté et d'évidence que les marxistes polonais n'osèrent même pas reprendre leurs

arguments devant l'assemblée plénière du congrès !! Ils quittèrent le congrès après s'être convaincus que leur position était condamnée par l'assemblée suprême des marxistes, tant grands-russes que juifs, géorgiens et arméniens.

Cet épisode historique a, bien entendu, une très grande importance pour quiconque s'intéresse sérieusement à son programme. Le fiasco des arguments des marxistes polonais à la commission du programme et leur renonciation à toute tentative de défendre leurs opinions devant l'assemblée du congrès sont un fait extrêmement symptomatique. Ce n'est pas sans raison que Rosa Luxembourg l'a « discrètement » passé sous silence dans son article de 1908; apparemment, le souvenir du congrès lui était par trop désagréable ! De même, elle a passé sous silence la propositionridiculement malheureuse d'*« amender »* le §9 du programme, proposition faite en 1903 par Warszawski et Ganecki au nom de tous les marxistes polonais, et que n'ont osé (ni n'osèrent) renouveler ni Rosa Luxembourg ni les autres social-démocrates polonais.

Mais si Rosa Luxembourg, voulant dissimuler sa défaite de 1903, a passé ces faits sous silence, les militants qui s'intéressent à l'histoire de leur Parti se préoccupent de les connaître et d'en méditer la signification.

« Nous proposons, écrivaient les amis de Rosa Luxembourg au congrès de 1903 en le quittant, de formuler de la façon suivante le septième (aujourd'hui le neuvième) point du projet de programme : §7. *Institutions garantissant la pleine liberté du développement culturel à toutes les nations qui composent l'État* » (p. 390 des procès-verbaux).

Ainsi, les marxistes polonais défendaient à cette époque une position tellement vague sur la question nationale qu'au lieu de la libre détermination, ils proposaient, au fond, un simple pseudonyme de la fameuse « autonomie nationale-culturelle » !

Cela paraît presque invraisemblable, mais c'est malheureusement un fait. Au congrès même, bien qu'il s'y trouvât cinq bundistes disposant de cinq voix et trois Caucasiens disposant de six voix, sans compter la voix consultative de Kostrov, il ne s'est pas trouvé une seule voix pour proposer la *suppression* du paragraphe concernant la libre détermination. Trois voix se prononcèrent pour l'adjonction à ce paragraphe de l'autonomie nationale-culturelle » (pour la formule de Goldblatt : « création d'institutions garantissant aux nations la pleine liberté du développement culturel »), et quatre pour la formule de Liber (« droit pour elles – pour les nations – à un libre développement culturel»).

Maintenant qu'est apparu un parti libéral russe, le parti des cadets, nous savons que son programme a substitué la « libre détermination culturelle » à la libre détermination politique des nations. De sorte que les amis polonais de Rosa Luxembourg ont si bien « *combattu* » le nationalisme du P.S.P. qu'ils ont proposé de remplacer le programme marxiste par un programme *libéral* ! Et, en même temps, ce sont eux qui accusaient notre programme d'opportunisme. Peut-on s'étonner qu'à la commission du programme du II^e congrès cette accusation n'ait suscité que des éclats de rire !

Quelle idée se faisaient de la « libre détermination » les délégués au II^e congrès, dont pas un, nous l'avons vu, ne s'est prononcé contre le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ?

C'est ce que nous disent les trois passages suivants des procès-verbaux :

« Martynov trouve qu'on ne doit pas interpréter le mot «libre disposition » dans un sens

trop large ; il signifie simplement le droit des nations à s'isoler en un tout politique distinct, et nullement l'autonomie administrative régionale » (p. 174). Martynov était membre de la commission du programme où furent réfutés et tournés en ridicule les arguments des amis de Rosa Luxembourg. Par ses conceptions, c'était alors un économiste, un farouche adversaire de l'*Iskra*, et s'il avait exprimé une opinion autre que celle de la majorité de la commission du programme, sa déclaration eût certainement été réfutée.

Goldblatt, un bundiste, prit le premier la parole lorsque, après les travaux de la commission, le congrès passa à l'examen du §8 (aujourd'hui §9) du programme.

« On ne peut rien objecter au « droit de libre détermination », déclara Goldblatt. Si une nation quelconque lutte pour son indépendance, on ne doit pas s'y opposer. Si la Pologne ne veut pas contracter un mariage légitime avec la Russie, il faut la laisser faire, ainsi que s'est exprimé le camarade Plékhanov. Dans ces limites, je suis d'accord avec ce point de vue » (pp. 175-176).

Plékhanov n'est pas du tout intervenu à ce sujet devant l'assemblée plénière du congrès. Goldblatt se réfère aux paroles prononcées par Plékhanov à la commission du programme, où le « droit de libre détermination » avait été amplement expliqué, d'une façon populaire, dans le sens du droit à la séparation. Liber, qui parla après Goldblatt, fit cette remarque:

« Bien entendu, si une nationalité quelconque ne peut pas vivre dans les limites de la Russie, le Parti n'y fera pas obstacle » (p. 170).

Le lecteur voit qu'au II^e Congrès du Parti, qui adopta le programme, tous étaient d'accord pour reconnaître que la libre détermination signifiait « uniquement » le droit à la séparation. Les bundistes eux-mêmes s'étaient alors pénétrés de cette vérité, et c'est seulement à notre triste époque de contre-révolution persistante et de « reniements » de toutes sortes qu'il s'est trouvé des gens assez forts de leur ignorance pour déclarer que le programme « manque de clarté ». Mais avant de consacrer quelques instants à ces pitoyables pseudo-social-démocrates, terminons-en avec l'attitude des Polonais envers le programme.

Ils étaient venus au II^e congrès (1903) en déclarant que l'unification était nécessaire et urgente. Mais ils quittèrent le congrès après leur « échec » à la commission du programme, et leur *dernier mot* fut une déclaration écrite, publiée dans les procès-verbaux du congrès, qui renferme la proposition mentionnée plus haut, tendant à remplacer la libre détermination par l'autonomie nationale culturelle.

En 1906, les marxistes polonais adhérèrent au Parti; ni au moment de leur adhésion, ni après (ni au congrès de 1907, ni aux conférences de 1907 et 1903, ni à la session plénière de 1910), pas une fois ils n'ont fait une seule proposition visant à modifier le §9 du programme de Russie !!

C'est un fait.

Et ce fait démontre nettement, en dépit de toutes les phrases et assurances, que les amis de Rosa Luxembourg estimaient que les débats à la commission du programme du II^e congrès et la décision de ce congrès épuaient la question; qu'ils avaient tacitement reconnu leur erreur et l'avaient corrigée en adhérant au Parti en 1906, après avoir quitté le congrès en 1903 sans avoir jamais essayé de poser par la voie du *Parti* la question de la révision du §9 du programme.

L'article de Rosa Luxembourg parut sous sa signature en 1908 – bien entendu, il n'est jamais venu à l'idée de personne de dénier aux publicistes du Parti le droit de critiquer le programme – et, après cet article de même, aucun organisme officiel des marxistes polonais n'a soulevé la question de la révision du §9.

Aussi est-ce en vérité au pavé de l'ours que s'apparente le service rendu par Trotski à certains admirateurs de Rosa Luxembourg, lorsqu'il écrit au nom de la rédaction de la *Borba*²³ (n° 2, mars 1914) :

« Les marxistes polonais estiment que le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » est absolument dénué de contenu politique et qu'il doit être éliminé du programme » (p. 25).

L'obligeant Trotski est plus dangereux qu'un ennemi ! Nulle part, si ce n'est dans des « entretiens privés » (c'est-à-dire tout simplement dans les commérages, dont se nourrit toujours Trotski), il n'a pu trouver de preuves lui permettant de ranger les « marxistes polonais » en général parmi les partisans de chaque article de Rosa Luxembourg. Trotski a présenté les « marxistes polonais » comme des gens sans honneur ni scrupule, ne sachant même pas respecter leurs propres convictions et le programme de leur Parti, l'obligeant Trotski !

Lorsque, en 1903, les représentants des marxistes polonais quittèrent le II^e congrès à cause de la divergence sur le droit de libre détermination, Trotski pouvait dire, à ce moment-là, qu'à leur avis ce droit était dénué de contenu et devait être éliminé du programme.

Mais, depuis, les marxistes polonais ont adhéré au Parti qui s'était donné ce programme, et jamais ils n'ont fait la proposition de le réviser*.

Pourquoi Trotski a-t-il caché ces faits aux lecteurs de sa revue ? Uniquement parce qu'il lui est avantageux de spéculer sur l'aggravation des désaccords entre les adversaires polonais et russes du courant liquidateur, et de tromper les ouvriers russes en ce qui concerne le programme.

Jamais encore Trotski n'a eu d'opinion bien arrêtée sur aucune question sérieuse du marxisme; il a toujours eu coutume de « s'échapper par la tangente » à propos des divergences et de passer d'un camp à l'autre. À l'heure actuelle, il se trouve en compagnie des bundistes et des liquidateurs. Or, ces messieurs en prennent à leur aise avec le Parti.

Voyez le bundiste Liebmann :

« Quand la social-démocratie russe », écrit ce gentleman, « inscrivit à son programme, il y a quinze ans, un paragraphe sur le droit de chaque nationalité à « disposer d'elle-même », chacun (!!) se demanda ce que signifiait, à proprement parler, cette expression à la mode (!!). À cela il n'y eut pas de réponse (!!). Cette expression est restée (!!) enveloppée de brouillard. En réalité, il eût été difficile à l'époque de dissiper ce brouillard. On disait alors : le temps n'est pas encore venu de concrétiser ce paragraphe, qu'il reste pour

* On nous communique qu'à la conférence des marxistes de Russie qui s'est tenue au cours de l'été 1913, les marxistes polonais avaient seulement voix consultative, et que, sur la question du droit de libre détermination (de séparation), ils ne votèrent pas du tout, parce qu'ils étaient contre ce droit en général. Bien entendu, ils avaient entièrement le droit d'agir ainsi et de continuer à mener en Pologne une agitation contre sa séparation. Mais ce n'est pas tout à fait ce dont parle Trotski, parce que les marxistes polonais n'ont pas demandé que le §9 fût « éliminé du programme ».

l'instant enveloppé de brume (!!), la vie elle-même suggérera le contenu à lui donner ».

N'est-il pas magnifique, « ce bambin qui ne cache pas sa nudité » et qui se moque du programme du Parti ?

Et pourquoi s'en moque-t-il ?

Tout bonnement parce qu'il est un ignorant achevé qui n'a rien appris, qui n'a même rien lu sur l'histoire du Parti, et qui est simplement tombé dans un milieu de liquidateurs où l'ignorance la plus puérile est de bon ton quand il s'agit du Parti et des principes du Parti.

Chez Pomialovski, un séminariste se vante d'avoir « craché dans un baquet de choucroute », Messieurs les bundistes ont fait mieux. Ils lâchent des Liebmann afin que lesdits gentlemen crachent publiquement dans leur propre baquet. Qu'il y ait eu une décision d'un congrès international, qu'au congrès de leur propre parti deux représentants de leur propre Bund se soient montrés (et pourtant c'étaient là des critiques « sévères » et des ennemis décidés de l'*Iskra* !) parfaitement capables de comprendre le sens de la « libre détermination » et qu'ils aient même été d'accord avec elle, qu'importe à messieurs les Liebmann ? Et ne sera-t-il pas plus aisément de liquider le Parti si des « publicistes du Parti » (ne rions pas !) se comportent en séminaristes à l'égard de l'histoire et du programme du Parti ?

Et voici un autre « bambin qui ne cache pas sa nudité » : Iourkévitch du *Dzvin*²⁴. M. Iourkévitch a vraisemblablement eu entre les mains les procès-verbaux du II^e congrès, car il cite les paroles de Plékhanov reproduites par Goldblatt, et il sait visiblement que la libre détermination ne peut signifier que le droit à la séparation. Mais cela ne l'empêche pas de répandre parmi la petite bourgeoisie ukrainienne des calomnies contre les marxistes russes, en prétendant qu'ils seraient pour l'intégrité de l'État russe (1913, n°7-8, p. 83 et d'autres encore). Certes, les Iourkévitch ne pouvaient imaginer meilleur moyen que cette calomnie pour éloigner la démocratie ukrainienne de la démocratie grand-russe. Un tel éloignement est conforme à toute la ligne politique du groupe des littérateurs du *Dzvin*, qui prêchent le rassemblement des ouvriers ukrainiens en une organisation nationale *distincte*^{*}.

Certes, il sied à merveille à un groupe de petits bourgeois nationalistes qui divisent le prolétariat – et c'est bien le rôle objectif du *Dzvin* – de répandre une confusion extrême dans la question nationale. Il va de soi que les Iourkévitch et les Liebmann – qui se fâchent « terriblement » lorsqu'on les traite d'éléments « à côté du Parti » – n'ont pas dit un mot, mais absolument pas un mot, sur la façon dont eux auraient voulu résoudre dans le programme la question du droit de séparation.

Et voici le troisième et principal « bambin qui ne cache pas sa nudité », M. Semkovski, et qui, dans les colonnes de l'organe des liquidateurs, « démolit » à la face du public grand-russe le §9 du programme et déclare en même temps « ne pas approuver, pour certaines raisons, la proposition » tendant à éliminer ce paragraphe !!

C'est incroyable, mais c'est un fait.

En août 1912, la conférence des liquidateurs pose officiellement la question nationale. Au cours de dix-huit mois, pas un article, hormis celui de Semkovski, au sujet du §9. Et, dans

* Voir notamment la préface de M. Iourkévitch au livre de M. Lévinski : *Aperçu sur le développement du mouvement ouvrier ukrainien en Galicie*, Kiev 1914.

cet article, l'auteur réfute le programme, « sans approuver, pour certaines raisons » (une maladie secrète, peut-être ?), la proposition tendant à l'amender !! On peut affirmer qu'il serait malaisé de trouver dans le monde entier des exemples d'un tel opportunisme ou, pis encore, d'un tel reniement, d'une telle liquidation du Parti.

Ce que sont les arguments de Semkovski, un exemple suffira pour les illustrer :

« Comment faire, écrit-il, si le prolétariat polonais voyait, dans le cadre d'un même État, mener la lutte en commun avec l'ensemble du prolétariat de Russie, et si les classes réactionnaires de la société polonaise, elles, voulaient au contraire séparer la Pologne de la Russie et recueillaient dans un référendum (une consultation populaire) la majorité des voix : devrions-nous, social-démocrates russes, voter au Parlement central avec nos camarades polonais contre la séparation, ou bien, par crainte de violer le « droit de libre détermination », pour la séparation ? » (*Novaïa Rabotchaïa Gazéta* n° 14)

On voit par là que M. Semkovski ne comprend même pas *de quoi il s'agit* ! Il n'a pas songé que le droit de séparation suppose précisément que la question a été résolue non par le Parlement central, mais uniquement par le Parlement (par une Diète, par un référendum, etc.) de la région *qui se sépare*.

La perplexité puérile de ce « comment faire », si en régime démocratique la majorité est pour la réaction, masque la question de la politique réelle, véritable, vivante, où les Pourichkévitch comme les Kokochkine tiennent pour criminelle la seule idée de la séparation ! Peut-être les prolétaires de toute la Russie ne doivent-ils pas lutter aujourd'hui contre les Pourichkévitch et les Kokochkine, mais, sans s'occuper d'eux, contre les classes réactionnaires de la Pologne !!

Et c'est cette absurdité sans nom que publie l'organe des liquidateurs, dont l'un des directeurs idéologiques est Monsieur L. Martov. Ce même L. Martov qui rédigea le projet de programme et le défendit, en 1903 et qui, plus tard aussi, écrivit des articles en faveur de la liberté de séparation. L. Martov raisonne maintenant, selon toute apparence, d'après cette règle :

Pas besoin d'intelligence.
Envoyez-y donc Réad,
Et moi, je réfléchirai²⁵.

Il envoie Réad-Semkovski et lui permet, dans un quotidien, devant de nouveaux lecteurs qui ne connaissent pas notre programme, de dénaturer celui-ci et l'embrouiller inextricablement !

Oui, vraiment, le courant liquidateur est allé loin : il ne reste pas la moindre trace d'esprit de parti chez nombre d'ex-social-démocrates, même marquants.

Rosa Luxembourg, bien entendu, ne saurait être assimilée aux Liebmann, aux Iourkévitch et aux Semkovski : mais le fait que des gens comme ceux-là se soient cramponnés à son erreur prouve avec évidence dans quel opportunisme elle est tombée.

10. Conclusion

Faisons le bilan.

Du point de vue de la théorie du marxisme en général, le droit de libre détermination ne

présente aucune difficulté. Il ne peut être sérieusement question ni de contester la décision de Londres de 1896, ni de vouloir entendre par libre détermination autre chose que le droit de séparation, ni de nier que la formation d'États nationaux indépendants est une tendance propre à toutes les révolutions démocratiques bourgeoises.

La difficulté tient, jusqu'à un certain point, au fait qu'en Russie luttent et doivent lutter côté à côté le prolétariat des nations opprimées et le prolétariat de la nation qui opprime les autres. Sauvegarder l'unité de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme, combattre victorieusement toutes les influences bourgeoises et archi-réactionnaires du nationalisme, telle est la tâche à résoudre. Parmi les nations opprimées, le rassemblement du prolétariat en un parti indépendant entraîne parfois une lutte si acharnée contre le nationalisme de la nation intéressée que la perspective se trouve déformée et qu'on oublie le nationalisme de la nation qui opprime.

Mais cette déformation de la perspective n'est possible que pour un temps. L'expérience de la lutte commune des prolétaires de différentes nations montre trop clairement que ce n'est pas du point de vue « de Cracovie », mais d'un point de vue commun à toute la Russie, que nous devons traiter les questions politiques. Or, ce sont les Pourichkévitch et les Kokochkine qui prédominent dans la politique générale, de la Russie. Leurs idées règnent, leur campagne d'excitation contre les allogènes qu'ils accusent de « séparatisme », qu'ils accusent de songer à la séparation, est faite à la Douma, dans les écoles, les églises, les casernes, dans des centaines et des milliers de journaux. C'est ce poison du nationalisme grand-russe qui intoxique l'atmosphère politique de la Russie tout entière, Malheur au peuple qui, en asservissant d'autres peuples, renforce la réaction dans toute la Russie. Le souvenir des années 1849 et 1863 constitue une tradition politique bien vivante qui, à moins que ne surviennent des tempêtes de très grande envergure, menace d'entraver pendant des dizaines d'années encore tout mouvement démocratique et surtout le mouvement social-démocrate.

Si naturel que paraisse parfois le point de vue de certains marxistes des nations opprimées (dont le « malheur » est souvent que la masse de la population est aveuglée par l'idée de « son » émancipation nationale), il est hors de doute qu'en fait, étant donné le rapport objectif des forces de classe en Russie, renoncer à défendre le droit de libre détermination, c'est verser dans le pire opportunitisme, c'est inoculer au prolétariat les conceptions des Kokochkine. Or, celles-ci sont, au fond, les conceptions et la politique des Pourichkévitch.

C'est pourquoi, si l'on pouvait, au début, justifier le point de vue de Rosa Luxemburg comme une étroitesse spécifiquement polonaise, « cracovienne »*, cette étroitesse devient impardonnable aujourd'hui, alors que s'est partout accentué le nationalisme, avant tout le nationalisme gouvernemental, grand-russe, et que c'est lui qui dirige la politique. En fait, on voit s'y accrocher les opportunistes de toutes les nations, qu'effarouche l'idée de « tempêtes » et de « bonds », qui tiennent pour achevée la révolution démocratique bourgeoise, qui ne voient que le libéralisme des Kokochkine.

Comme tout autre nationalisme, le nationalisme grand-russe traversera différentes

* On concevra aisément que la reconnaissance par les marxistes de toute la Russie, et au premier chef par les marxistes grands-russes, du droit des nations à se séparer n'exclut nullement pour les marxistes de telle ou telle nation opprimée la propagande contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas, la propagande contre le divorce. Aussi pensons-nous que le nombre ne fera que croître des marxistes polonais qui se moqueront de l'imaginaire « contradiction » aujourd'hui « réchauffée » par Semkovski et Trotski.

phases, selon la prépondérance de telles ou telles classes dans le pays bourgeois. Avant 1905, nous avons connu presque exclusivement des national-réactionnaires. Après la révolution, nous avons vu apparaître en Russie des national-libéraux.

C'est la position qu'adoptent chez nous, en fait, aussi bien les octobristes que les cadets (Kokochkine), c'est-à-dire toute la bourgeoisie contemporaine.

Et il est *inévitable* qu'ensuite nous voyons apparaître des national-démocrates grands-russes. M. Péchékhonov, l'un des fondateurs du parti « socialiste populaire », a déjà exprimé ce point de vue en exhortant (dans le fascicule d'août 1906 du *Rousskoïe Bogatstvo*) à la prudence vis-à-vis des préjugés nationalistes du moujik. On aura beau nous calomnier, nous autres bolchéviks, en prétendant que nous « idéalisons » le paysan : nous avons toujours fait et nous continuerons de faire une stricte distinction entre le jugement du paysan et ses préjugés, entre le démocratisme du paysan qui l'oppose à Pourichkévitch et la tendance du paysan qui le porte à s'accommoder du pope et du hobereau.

La démocratie prolétarienne doit, dès à présent, tenir compte du nationalisme des paysans grands-russes (non pour lui faire des concessions, mais pour le combattre), et elle devra probablement en tenir compte assez longtemps encore*. L'éveil du nationalisme chez les nations opprimées, qui s'est manifesté si fortement après 1905 (rappelons ne serait-ce que le groupe des « autonomistes-fédéralistes » à la I^e Douma, l'essor du mouvement ukrainien, du mouvement musulman, etc.), ne peut manquer de provoquer une recrudescence du nationalisme de la petite bourgeoisie grand-russe des villes et des campagnes. Plus la transformation démocratique de la Russie sera lente, et plus opiniâtres, brutales et acharnées seront la persécution nationale et la rivalité de la bourgeoisie des différentes nations. Et la politique particulièrement réactionnaire des Pourichkévitch russes suscitera (et accentuera) les aspirations « séparatistes » parmi telles ou telles nations opprimées, qui jouissent parfois d'une liberté beaucoup plus grande dans les États voisins.

Cet état de choses assigne au prolétariat de Russie une double tâche, ou plutôt une lutte sur deux fronts : lutter contre tout nationalisme et, au premier chef, contre le nationalisme grand-russe; reconnaître non seulement la complète égalité en droits de toutes les nations en général, mais aussi leur droit égal à édifier un État, c'est-à-dire reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer; et à côté de cela, précisément pour assurer le succès de la lutte contre toute espèce de nationalisme dans toutes les nations, sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes et leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale, en dépit des tendances de la bourgeoisie à promouvoir un particularisme national.

* Il serait intéressant de suivre, par exemple, les avatars du nationalisme polonais qui, naguère seigneurial, est devenu bourgeois, puis paysan. Dans son livre *Das polnische Geweinwesen im preussischen Staat* (*Les Polonais en Prusse* – il existe une traduction russe), Ludwig Bernhard, qui se place lui-même au point de vue d'un Kokochkine allemand, décrit un phénomène très caractéristique : la création d'une sorte de « république paysanne » des Polonais en Allemagne, sous la forme d'un rassemblement étroit de coopératives de toutes sortes et d'autres associations de paysans polonais luttant pour leur nationalité, pour leur religion, pour la terre « polonaise ». Le joug allemand a uni les Polonais, les a fait se replier sur eux-mêmes, éveillant le nationalisme d'abord de la noblesse, puis de la bourgeoisie, et enfin de la masse paysanne (surtout après la campagne entreprise en 1873 par les Allemands contre l'enseignement en polonais dans les écoles). C'est vers cela que l'on s'achemine aussi en Russie, et pas seulement en ce qui concerne la Pologne.

Égalité complète des nations; droit des nations à disposer d'elles-mêmes; union des ouvriers de toutes les nations : voilà le programme national enseigné aux ouvriers par le marxisme, par l'expérience du monde entier et l'expérience de la Russie.

Cet article était déjà sous presse lorsque j'ai reçu le n°3 de *Nacha Rabotchaïa Gazéta*, où Monsieur VI. Kossovski écrit ce qui suit à propos de la reconnaissance du droit de toutes les nations à disposer d'elles-même:

« Mécaniquement reproduit d'après la résolution du I^o congrès du Parti (1898), lequel l'avait à son tour emprunté aux décisions des congrès socialistes internationaux, il a été, comme en font foi les débats, compris par le congrès de 1903 dans l'acceptation que lui donnait aussi l'Internationale socialiste : celui de la libre détermination des nations dans le sens de l'indépendance politique. Ainsi la formule de la libre détermination nationale signifiant le droit au particularisme territorial, ne touche pas du tout à la façon de régler les rapports nationaux à l'intérieur d'un organisme d'État donné pour les nationalités qui ne peuvent ou ne veulent pas sortir de l'État existant. »

On voit tout de suite que Monsieur VI. Kossovski a eu entre les mains les procès-verbaux du II^o congrès de 1903 et qu'il connaît fort bien le sens réel (et unique) de la notion de *libre* détermination. Comparez à cela l'attitude de la rédaction du journal bundiste *Zeit*, qui fait donner M. Liebmann pour qu'il raille le programme en l'accusant de manquer de clarté !! Singulières mœurs « de parti » chez messieurs les bundistes.... Pourquoi Kossovski déclare-t-il que l'adoption de la libre détermination par le congrès est une reproduction mécanique ? « Allah seul le sait ». Il est des gens qui « ont envie de répliquer ». Mais ils ignorent eux-mêmes quoi, comment, pourquoi et à quelle fin.

- 1 Le §9 du programme du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie se prononçait pour le « droit à l'autodétermination pour toutes les nations qui font partie de l'État ».
- 2 Voir les « *Notes critiques sur la question nationale* » (MIA).
- 3 « *Die Neue Zeit* » (Les temps nouveaux) : revue de la social-démocratie allemande fondée par Kautsky et H. Braun ; parut à Stuttgart de 1893 à 1923, parrainée par Engels jusqu'à sa mort. Adopta une position centriste durant la I^e guerre mondiale.
- 4 *Przeglad Socjaldemokratyczny* (La Revue social-démocrate) : revue éditée à Cracovie de 1902 à 1904 puis de 1908 à 1910 par les social-démocrates polonais, avec la participation directe de R. Luxembourg.
- 5 Voir le §6 de Lénine : *notes critiques sur la question nationale* (1913).
- 6 Le congrès de Brünn de la social-démocratie de l'Empire austro-hongrois (1899) avait centré ses débats sur la question nationale, et adopté le principe de l'*autonomie nationale-culturelle* élaboré par les austro-marxistes (MIA).
- 7 Cadets : Membres du parti Constitutionnel-Démocrate (KD).
- 8 *Pravda* (La Vérité) : quotidien bolchévique. Parut comme quotidien à partir du 22 avril (5 mai) 1912. Fréquemment en butte aux persécutions tsaristes, le journal est interdit le 8 (21) juillet 1914. Reparaît après la révolution de février 1917. Ne cessera de paraître qu'avec l'effondrement de l'U.R.S.S. en 1991.
- 9 *Retch* (La Pensée) : organe du parti cadet, publié à Pétersbourg à partir de février 1906 et supprimé par le Comité Militaire Révolutionnaire le 26 octobre (8 novembre) 1917. Reparaît jusqu'en août 1918 sous différents titres : *Nacha Retch*, *Svobodnaïa Retch*, etc.
- 10 Lors de ce congrès (1913), D. Dontsov s'oppose à la russophilie d'une grande partie de l'intelligentsia de Galicie et plaide en faveur d'un programme anti-russe et d'une séparation politique entre Russie et Ukraine. Son discours, *La situation politique actuelle de la nation et de nos tâches*, suscita la désapprobation de nombreux dirigeants socialistes ukrainiens ainsi que celle de Lénine.
- 11 Dmytro Ivanovytch Dontsov (1883-1973) : journaliste et théoricien politique ukrainien. Initialement socialiste, il évolue rapidement vers des positions nationalistes et hostiles à la Russie. Durant la guerre, il fut proche des services allemands, puis émigra au Canada.
- 12 Voir V. Lénine, Œuvres, T. 19, « *Les cadets et la question ukrainienne* ».
- 13 *Chliakhi* (les chemins) : organe de l'Union des Étudiants ukrainiens, de tendance nationaliste. Parut à Lvov d'avril 1913 à mars 1914.
- 14 Voir V. Lénine, Œuvres, T. 19, « *Les cadets et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ».
- 15 Vladimir Mitrofanovitch Pourichkevitch (1870-1920) : homme politique russe, monarchiste et antisémite. Député à la Douma à de nombreuses reprises. Combattit la révolution dans les rangs de l'Armée blanche et mourut du typhus.
- 16 Fiodor Kokochkine (1871-1918) : un des fondateurs du parti cadet. Défenseur d'une monarchie constitutionnelle en 1917. Ministre du gouvernement provisoire. Arrêté et blessé lors d'une manifestation en 1918. Assassiné sur son lit d'hôpital.
- 17 *Kievskaiia Mysl* (la Pensée de Kiev) : quotidien libéral; parut de décembre 1906 à décembre 1918. Des mencheviks-liquidateurs participaient à sa rédaction.
- 18 Mymrétssov : personnage d'un récit de G. Ouspenski : « La guérir », type du policier brutal et ignare d'une petite ville reculée de la Russie tsariste.
- 19 *Naprzód* (En avant) : journal du parti social-démocrate polonais en Galicie et Silésie à partir de 1892.
- 20 Lénine fait allusion aux souvenirs de W. Liebknecht sur Marx et Engels.
- 21 Voir Lettre de Marx à Engels du 5 juillet 1870.
- 22 Lénine cite l'article de Plékhhanov « Projet de programme du Parti social-démocrate russe » publié dans le n°4 de la *Zaria* en 1902.

La « *Zaria* » [L'Aube], revue politique marxiste éditée par la rédaction de l'*Iskra* en 1901 et 1902 à Stuttgart. *Zaria* fit paraître les articles suivants de Lénine: « *Notes de circonstance* », « *Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme* », les quatre premiers chapitres de « *La question agraire et les « critiques de Marx* » (sous le titre « *Messieurs les « critiques » dans la question agraire* »), « *Revue de la situation intérieure* », « *Le programme agraire de la social-démocratie russe* ». La revue eut quatre numéros.
- 23 *Borba* (La lutte) : revue socialiste « non-fractionnelle » et unitaire, dirigée par Trotsky. Parut de février à

juillet 1914.

- 24 *Dzvin* (La cloche) : revue mensuelle légale, nationaliste de tendance menchévique ; parut en langue ukrainienne à Kiev de janvier 1913 au milieu de l'année 1914. Le socialiste ukrainien Iourkévitch y collaborait.
- 25 Lénine cite les paroles d'une chanson de soldats de Sébastopol évoquant la bataille livrée sur la rivière Tchornaïa le 4 août 1855, pendant la guerre de Crimée. Son auteur était Léon Tolstoï.